Interventions antithétiques

fascicule

textes et propos de Gáspár Miklos Tamás

proposés par Balázs Sipos

traduits et discutés au coin bon

Avertissement

Ceux à qui répugnent la perversité régnante et l'hystérie progressiste ou réactionnaire des voix au chapitre français tendent l'oreille. « Ne se pourrait-il, se disent-ils à raison, que de la rumeur informe qui nous ensache, surgissent d'autres refrains que ceux qui nous enfument ? que du brouillard un geste nous invite ? Voici qu'un homme parle et non plus à l'écran l'image grossière d'un plouc industriel ou banquier. Que ce qu'il dit soit critiquable – et n'est-ce pas ainsi que l'enchaîné tripote ses chaînes en critiquant ses maillons, la qualité de leur acier, la valeur de leur soudure – que nous puissions, si nous le voulions, l'émietter ou le sabrer comme on casse les briques, n'empêche nos petites oneilles d'entendre ce qui vaut pour nous, qu'il dise, vraiment, ce qu'un très-ancien poète nommait dans sa langue d'alors, son français du quatorzième siècle : voir dire.

Intervention est le mot propre, le mot exact, mais l'exactitude n'est pas tout, n'offre aucune protection aujourd'hui que le vrai faux domine les conditions. Mademoiselle Fourchedrue voudrait disposer d'un mot qui puisse passer outre, empêcher que le vol d'urubu, houle de becs puants, ne s'abatte, d'un mot qui puisse édenter les hyènes aux gueules pleines de tartre, et ainsi de suite. C'est la raison même de nos réticences : encore disposerions-nous d'un tel vocabulaire, d'un lexique vierge, que le discours à la manœuvre partout nous contraindrait à les falsifier. Nous sommes pris comme le furent

Tsvetaïeva, Celan, et tous ceux qui rampaient sous les décombres. Enfer et damnation, il s'en trouvait là encore qui parlaient faux !

Suffit de ces précautions, de ces atermoiements. Nous n'avions lu de Gáspár Miklos Tamás ici présenté qu'un entretien dans une vague revue opportuniste hongroise. Nous aura frappé le parti que ce fumiste avait pris d'intervenir. Adormo était intervenu. Héraclite s'y est refusé, du moins par écrit. Zhuangzi n'a pas cessé. J'en suis incapable, je suis fumiste ailleurs, c'est pourquoi le coin bon a traduit.

Léon Constantin Brahms,
au coin bon, mars 2021[1].

1. Les interventions du coin bon seront typographiées en *italique maigre*.

Entretien à parution de *Antithèse*
TGM répond à la rédaction de Mérce

Au cours de nos échanges avant cet entretien, vous nous avez dit que votre livre avait été écrit suite à la renaissance de la gauche des vingt dernières années, mais que toute cette excitation était retombée, que ce moment est épuisé. Dans la présentation du volume, vous la dites à la fois superficielle et pleine d'illusions. Sur quelles illusions avons-nous dansé de New York à Cluj ? À quoi la gauche s'est-elle épuisée de Buenos Aires à Zagreb ? Que sont devenues les aspirations émancipatrices ?[2]

TGM : Des premiers grands mouvements de gauche – dès 1968 – on a pu écrire qu'ils n'étaient basés ni sur une subjectivité politique ni sur un mouvement et un programme organisés. Les grandes classes – bourgeoisie et prolétariat – ne sont plus des sujets politiques ; nous sommes dégoûtés du pouvoir, aussi ne pouvons-nous briser le pouvoir. Quels auraient été les critères de victoire, de succès, quand les gouvernements des grandes puissances prennent le relais et répondent aux demandes des rebelles ? quand l'État capitaliste se désintègre et quand de même le contrôle se disperse parmi les communautés autonomes ? quand rien ne va contre la structure institutionnelle, quand la loi opère comme devant, et l'armée, la police, les services secrets, l'administration, le chemin de fer, le système de protection sociale, l'éducation publique, les banques, la fausse culture démente… ?

2. En ***italiques gras***, les questions de la revue Mérce.

La renaissance de la gauche mêlait le désespoir à l'attente d'un miracle. Vous ne serez surpris de ce que, depuis lors, l'université conventionnelle et l'industrie des médias posent leurs autocollants terminologiques sur tout ce qu'ils ne comprennent pas, habituelles absurdités dénuées de sens telles que le « populisme », inexistant, ou le « néolibéralisme », inexistant, privant la tragédie en cours du peu de dignité qu'il lui reste.

Sans même que les observateurs « les plus avancés » ne tremblent et ne cessent leur insane bavardage une seule seconde, l'Europe vire au fascisme. Voyez en France la honteuse loi, votée à la quasi-unanimité, contre le « séparatisme » – c'est-à-dire contre la population musulmane –, la terreur policière quotidienne, la campagne de propagande menée par l'État contre l'idéologie lanceuse d'alertes, « étrangère » bien sûr, où le président Emmanuel Macron se révèle être un *Orbaniste* de premier ordre – parmi bien d'autres. Voyez les scandales de Frontex et de l'industrie militaire corrompue, la police et la militarisation de l'UE, le tourment sans fin des réfugiés ; voyez la position raciste de l'opposition hongroise sur la question de la « migration » ; voyez en Occident le presque fascisme désespéré et insensé, par ailleurs anti-autoritaire, l'écume « libertaire » des mouvements anti-vaccination et des sceptiques de la Covid. De tout cela pas un mot dans la presse hongroise.

L'épidémie a suspendu les « droits de l'homme », stoppé la prétendue économie nationale, et il s'est avéré que tout cela n'a guère eu de conséquences substantielles. Tant la « superstructure libérale-démocratique » que la « base économique » n'ont été jusqu'à présent que de simples chimères, fictions en grande partie inutiles. Lesdites économies d'aujourd'hui, « solde budgétaire », etc., simple superstition de l'âge de pierre.

Il n'y a pas cette fois d'alternative révolutionnaire à la décomposition, soit dit sans pathos ou sarcasme. Il y a de sérieuses raisons historiques à cela, qui tiennent spécifiquement à la gauche. Le rejet par la gauche de l'institutionnalisme //

Intervention de Balázs Sipos sur le concept anglo-hongrois *internationalism*

Dans le dialecte fondamentalement est-européen de TGM, le terme « institutionnalisme » désigne les pratiques politiques, les programmes, mais aussi les attentes sociopolitiques « imaginaires », qui visent à résoudre chaque antagonisme social – symbolique – entre les fractions sociales et/ou anomalie matérielle – concrète – essentiellement : pauvreté, inégalité des chances, écart de richesse, etc. – inhérents à la société, par des interventions étatistes, c'est-à-dire par « l'action venue d'en haut ». L'institutionnalisme vise à intégrer chaque activité culturelle, économique, sociale dans l'État et ses satellites. Son but est l'équilibre, mais cet équilibre est atteint par les règles et les machinations des experts. Ainsi, l'institutionnalisme est intrinsèquement hostile aux formations de base et aux organisations auto-poïétiques, et profondément suspicieux quant au « vrai » populisme, c'est-à-dire quant à toutes ces pratiques qui tentent de donner du pouvoir à tout type de mouvement local, qu'il soit prolétarien ou bourgeois. L'institutionnalisme, à vrai dire, est le grand mythe de la Hongrie d'après 1989 – tant la gauche et la droite n'ont cessé de répéter que « la petite bourgeoisie hongroise » est beaucoup trop dépendante de l'État – aides, subventions, etc. –, et que, tant que cette « petite bourgeoisie » ne sera pas disposée à apprendre à participer à l'économie et à agir par elle-même – *start-up* –, « nous », les Hongrois, n'aurons jamais une véritable « classe moyenne » autonome, et c'est là que se trouve le fondement de la société ouverte poppérienne. Même TGM pensait cela au début des années 90 ; certains intellectuels hongrois le pensent encore ; mais l'institutionnalisme est toujours une expression négative dans

son discours, bien que dans un sens différent : aujourd'hui, il désigne essentiellement la réticence à penser politiquement sans s'en tenir à l'État et/ou aux partis politiques traditionnels.

Et puisqu'il est vrai que la classe moyenne inférieure hongroise – si tant est qu'elle existe en tant qu'entité cohérente – n'a pas réussi à (auto-)organiser un quelconque mouvement politique au cours des trente dernières années, l'institutionnalisme semble toujours expliquer la popularité du *Fidesz* [parti dirigé par Orbán], même si le *Fidesz* – obliquement, dans son noyau, et malgré ses prétendues centralisations – est radicalement anti-institutionnaliste, car il a presque complètement détruit tout le système institutionnel infrastructurel, juridique, culturel, pédagogique et administratif de la Hongrie – ce qui n'a été un grave problème qu'en province pendant des années ; aujourd'hui, c'est un problème grave dans les grandes villes également, en particulier à Budapest, d'où que leurs municipalités soient dans l'opposition depuis 2019 –; de plus, il n'a pas construit quelque substitut en lieu et place de ce système ; tout le pays est organisé à partir de ministères situés à Budapest, ce de manière chaotique, avec des décisions personnelles ad hoc. Les personnes qui les dirigent sont soit les membres de la famille, soit les alliés économiques les plus proches du Premier ministre. Ce qui est, je suppose, le contraire de l'institutionnalisme proprement dit.

Ces éclaircissements permettent de reprendre la traduction de l'interview. En France, nous parlerions soit du tout-état, soit de l'État totalitaire, soit de l'État-providence. Le premier est le plus neutre, le second désigne les états qui subissent la dictature d'un parti ou d'un führer, le troisième l'état honni par les libéraux – les libertarians *américains –.*

// Le rejet par la gauche du tout-état et du refus à la fois éthique et apocalyptique de l'individualisme – soit de la morale communiste révolutionnaire historique –, ce rejet par la gauche – suivie, quarante ans après sa dissolution, par de faibles mouvements *post*érieurs – est l'une des principales raisons pour lesquelles – malgré les minorités hérétiques que nous chérissons et qui nous inspirent, celles qui résistèrent et critiquèrent le parti bolchevik encore clandestin au début du 20e siècle ; malgré Rosa Luxemburg par exemple, ou malgré l'alors bolchevique Trotski, sans omettre les anarchistes – c'est l'une des principales raisons pour lesquelles, donc, la gauche n'est pas innocente quant à l'établissement et au maintien du Goulag et de la dictature stalinienne. En tout cas, c'est l'une des plus grandes catastrophes de l'histoire moderne dont les traces terribles sont encore clairement visibles dans ce que deviennent la Chine, le Vietnam, la Russie, l'Ukraine et les autres États qui ont succédé aux républiques soviétiques, ainsi que ceux d'Europe centrale et orientale. //

C'est donc bien le refus par la gauche « européenne » de soutenir la politique centralisée et radicalement opposée à l'individualisme bourgeois des bolcheviks qui a entre autres permis la dictature stalinienne, ou, du moins l'aura laissée prendre racine et se développer. Autre modulation du thème de la révolution aux abois, et contrainte à de plus en plus de fermeté.

// Nous, ici, devons éviter d'avoir recours à l'astuce trop connue du sophisme contre-accusateur qui met la responsabilité sur le dos d'une autre monstruosité, colonialisme ou fascisme par exemple. Les critiques du socialisme au 19e siècle notaient déjà que les grands mouvements ouvriers qui se prétendaient marxistes pouvaient conduire à un État-caserne bureaucratique. Face aux horreurs du capitalisme de cette époque, on pouvait passer outre d'un haussement d'épaules, geste sublimé par la théologie politique, la grandiose et impérissable théorie de

Lukács. Les réussites modernisatrices du capitalisme d'État qu'était le socialisme réel, quoique incontestables, reposaient sur la mort de millions d'innocents que nous-autres particulièrement ne devrions jamais oublier. Les partisans de la République des conseils – voyez leurs Mémoires – la soutenait avec chaleur au titre de « dictature ». Rétrospectivement même. Et ce n'est pas une blague. Les énormes fautes historiques de la gauche révolutionnaire : fanatisme, cruauté mêlée d'héroïsme et de sacrifice de soi, culte de la lettre plutôt que de l'esprit, discipline militaire, hauteur arrogante vis-à-vis de l'existant, désobéissance extérieure et conformisme intérieur, sectarisme, jargon, élitisme spécifique tiré de la persécution et de la souffrance, *ecclesia pressa* [Église souffrante], conscience d'appartenir à l'église opprimée des catacombes considérant le monde extérieur hérétique ou pire encore, « niant Dieu », toutes ces fautes donc se sont multipliées dès la prise du pouvoir. Que le projet de sauver le monde soit devenu terreur d'État policier n'est en rien accidentel. Le dernier message grotesque du mouvement souterrain a paru quand Detlev Karsten Rohwedder, patron de l'agence chargée de la privatisation, chargée de liquider donc les biens de l'ancienne RDA, s'est trouvé « exécuté » par l'organisation terroriste Fraction armée rouge le 1er avril 1991. Si l'ancien parti communiste – prolétaire – a disparu partout, cette disparition a eu des conséquences parmi ceux qui de toujours s'opposaient au léninisme, au système des soviets, côté ultra-gauche, mais aussi bien côté social-démocrate. Je n'aurais confiance en quelque gauche que ce soit qui oublierait le goulag, les trahisons sociales-démocrates, puis, après 56, l'hésitante répression de la période post-stalinienne, sans autre visée que prosaïque, et la « stagnation », qui ont dilapidé pendant des décennies la vie de générations, pour rien, pour un grand rien. Le fiasco qui suit, le fiasco de la nouvelle gauche, d'en être comme une réplique[3], peut être justifié et par-

3. *« De même que les séismes répliquent, les crimes se répètent ». Bilel Bendouzid, « Des crimes et des séismes », cité par Laurent Zaiche.*

donné : filles et garçons ne désiraient, à juste raison, pénétrer à leur tour dans l'impasse léniniste. Il est vrai qu'il n'était possible de vaincre dans ces conditions. La question du parti, c'est-à-dire la question de la subjectivité politique anticapitaliste, qui jusque-là ne se posait seulement que de façon utopique, demeure irrésolue.

Dans* Antithèse*, vous clarifiez nombre de concepts et défaites nombre d'illusions. On pourrait énumérer longuement vos affirmations qui s'opposent aux opinions préconçues. Vous montrez que le socialisme réel n'a rien à voir avec le communisme, qu'il vaudrait mieux parler de capitalisme d'État ; que le socialisme réel, s'il a permis à l'Est une modernisation remarquable, a du même pas ouvert la voie au capitalisme inconditionnel, pur et dur… D'observer depuis l'Europe de l'Est, depuis la semi-périphérie, les tendances du capitalisme tardif, en tirons-nous avantage ? est-ce un plus ? cela nous offre-t-il un point de vue plus complexe ou, au contraire, ne rend-il pas nos affaires plus difficiles encore ?

Que le système mis en place en 1917 était un capitalisme d'État, Lénine, Trotski et leurs camarades le savaient à l'époque, mais ils croyaient que ce n'était qu'un phénomène, comme la « dictature du prolétariat », temporaire. Ce qu'ils ne pouvaient dire – en dehors de banalités technicistes et productivistes – c'était quelle force sociale pourrait bousculer ce système au-delà de lui-même vers un socialisme dans les normes. Ceux-là mêmes qui voulaient aller au-delà, bien que ce vœu était illusoire, cette « vieille garde bolchevique », Staline les a fait exécuter à l'issue des Procès de Moscou, ou tout simplement assassiner comme Trotski. Cela soit dit pour éviter tout malentendu. Bien sûr, cette « vieille garde » avait participé à l'écrasement du mouvement prolétaire authentique de Cronstadt et ce fut le cas ailleurs – lisez Mal-

raux à propos de la Chine. Du point de vue historique, ce n'est pas le plus intéressant, même si s'en est trouvé déterminé le sort de l'Europe de l'Est et de l'Asie. C'est indirectement que cela a changé la modernité capitaliste. Quoique d'essence répressive-étatiste, le système soviétique, à l'extérieur, représentait l'alternative émancipatrice du socialisme, tout comme à son époque, Napoléon représentait la Révolution française en Allemagne et en Italie. À l'Ouest, où la révolution communiste devait être évitée à tout prix – et le fascisme y a réussi –, il s'agissait de pacifier l'énergie révolutionnaire et de la transformer en énergie productrice – voir la sociale-démocratie et son État-providence –, à cette fin, il fallait en finir avec la domination de la classe bourgeoise, « société civile » plurielle et tiède ; en conséquence, les diverses variantes du capitalisme d'État, fascisme, *new deal*, sociale-démocratie, stalinisme, sont devenus dominants partout. Et quand l'énergie socialiste communiste ne fut plus que cendres, du fait de la banalisation des pays de type soviétique, sociaux-démocratisés et consuméristes, comme des partis de l'Ouest « eurocommunistes », alors – Thatcher 1979 – les acquis du mouvement ouvrier empirique, les tendances égalitaires de l'État capitaliste ont pu être supprimées. En 1968, quand l'idée communiste a flambé une dernière fois, elle ne faisait plus peur déjà.

Il ne reste plus qu'un rival au système marchand bureaucratique – il n'y a pas là d'opposés, la violence même de la bureaucratie a créé la domination du marché, et inversement – ce rival, l'islam militant, curieusement plus bourgeois que l'Ouest : la base de la théocratie iranienne est la moyenne bourgeoisie du Bazar comme ce fut le cas chez nous, à la Renaissance, des théocraties de Savonarole, Luther et Calvin.

L'avantage de notre situation, de notre expérience, c'est que nous pourrions éviter d'être dupes des tentatives du capitalisme d'État – désormais justement post-fasciste –, ou de sa variante « de gauche », l'État providence-ethnique ou

quelque chose dans ce genre, tentatives de se faire passer pour une alternative au cours actuel des choses, dit « global », cours des choses qui, si l'on veut bien l'examiner, montre des éléments pareillement post-fascistes, et même de densité et d'intensité égales à celles des semi-dictatures propres à l'Europe de l'Est, à l'Asie ou à l'Amérique du Sud.

Le consensus intuitif en Europe de l'Est identifie de fait le capitalisme à « l'étranger » – c'est pourquoi il le nomme « globalisation », comme si le caractère sans-frontière du marché, vieux de plusieurs siècles, était une nouveauté – ; cette identification aurait pu être soutenue au 18e siècle, mais le temps a tout de même passé. Quant à la lutte entre le capitalisme d'État rapace, obscurantiste et répressif de l'Europe de l'Est et le capitalisme d'État moderniste de l'Union européenne, quel spectacle lamentable…

Le terrorisme néo-nazi en Allemagne – secret médiatique pour une raison quelconque – est très proche de certains cercles de la droite officielle. L'armée, les services secrets, la police sont saturés – ce qui est par contre bien connu – de cellules nazies : voilà un État considéré chez nous comme un modèle de l'État européen « libéral ». Le discours anti-immigrants officiel en Allemagne et Autriche aujourd'hui n'est en rien plus conciliant que celui d'Orbán. Ce sont ces assassins et manifestants néo-nazis, qui manifestent et assassinent des musulmans, les vainqueurs idéologiques du jour, même si parmi eux des amateurs moins chanceux finissent par se retrouver, parfois, derrière les barreaux. L'amère plaisanterie, c'est que la plus grande part de l'opposition musulmane est également conservatrice, répressive et autoritaire. On observe donc, comme je ne cesse de le répéter, que le capitalisme bouche l'horizon tout entier. L'indignation morale – éternelle, non spécifique, de pauvre exigence analytique – contre l'injustice sociale, toujours à la marge, ne change rien au paysage. La gauche de l'Europe de l'Est – qui, dans cette région, devrait connaître depuis longtemps les dommages produits par la ségrégation et l'op-

pression ethnique – sous le nom de « politique identitaire » – une autre étiquette universitaire et médiatique habituellement collée sur quelque segment arbitraire d'un mélange incompris – néglige la fonction oppressive du capitalisme de tout temps, cette fonction qui maintient par d'autres moyens l'oppression de classe sur le terrain biopolitique. On la nommait entre 1848 et 1945 « politique des minorités » et « question juive », rien de nouveau donc, chers camarades, et pas plus nouveaux les sots parmi les intellectuels. L'ethnicisme – et son histoire – est au moins un élément organique du capitalisme, comme le cours de la bourse et les agents d'assurance.

Je ne sais pas si nous sommes encore de la semi-périphérie puisque le centre est putréfié. Je crois que ces théories, « centre versus périphérie », qui n'ont jamais expliqué grand-chose sont aujourd'hui quelque peu désuètes. Les puissances traditionnelles occidentales, USA, Grande-Bretagne, France, Italie, sont en crise, politiquement paralysées ; leurs « élites » – c'est le nom qui leur est donné chez nous, réactionnaire et fallacieux – leurs élites administratives et politiques régnantes s'effondrent avec la haute culture, autrefois hégémonique, aujourd'hui agonisante, et l'autorité de la science. Le conflit idéologique décisif se concentre aujourd'hui dans le domaine ethnique de la race et du genre après que la conscience de classe a été éliminée, de la façon habituelle, aspiration égalitaire dans une société laissée de son côté intacte, hiérarchisée. Dans une société conflictuelle, compétitive et agonistique, ce qu'est le capitalisme, tous, mouvements égalitaires compris, tentent de vaincre, confirmant la hiérarchie – Nietzsche savait cela tout autant que Marx. Si la compétition – justifiée par une méritocratie qui n'a jamais existé dans une société où la plus grande part des richesses est héritée, voyez les USA – si la compétition est de principe, dès lors l'oppression s'impose – de sorte que la victoire des vainqueurs soit au moins pour un temps garantie – et, dans ces conditions, la lutte pour l'égalité semble celle d'un Don Quichotte. Les voiles du moulin peuvent

être peintes façon « politiquement correcte », la lutte ne s'en trouve pas soutenue. La hiérarchie change d'apparence et renaît sans cesse.

Tous les souverains et monarques sur le déclin considèrent barbares ceux qui se lèvent. Aujourd'hui les riches de couleur sont craints, les hommes politiques de couleur, les fonctionnaires de couleur, les managers de couleur, les autorités médiatiques et culturelles de couleur – en Angleterre, les deuxième et troisième ministre du gouvernement et le maire de Londres sont originaires du sous-continent indien – beaucoup de choses s'en trouvent changées, mais la hiérarchie, les inégalités, pas du tout. Que la couleur varie à l'Ouest, que soient plus visibles parmi les dirigeants les femmes, les minorités, les jeunes, ne change rien. L'oppression ethnique, raciale, religieuse, sexuelle et des minorités demeure où on la trouve de toujours, au cœur du système capitaliste mondial, où trouver l'oppression de classe. On ne pourrait lui opposer que l'universalisme le plus radical, aussi radical que l'universalisme platonicien et chrétien, mais il faudrait un appareil conceptuel impossible aujourd'hui.

Chez nous, le projet socialiste de modernisation radicale a d'une part liquidé – à droite – les traditions religieuses aristocratiques – la religiosité qui fait son apparition ici et là, disons en Pologne, Roumanie, Serbie, etc. est un phénomène aussi ultra-moderne décadent que l'islam radical : foi aveugle pastichée, orthodoxie pastichée, ultramontanisme pastiché, le tout post-moderne – ; ce projet a liquidé d'autre part – à gauche – l'autonomie politique de la classe ouvrière dans ses mouvements qu'il a étatisés et par là-même écrasés. Ici, le capitalisme est pur, il n'est ni limité ni contrôlé par quelque tradition et n'est guère réglé par le droit considéré d'un simple point de vue instrumentaliste. Nous oublions que la rudesse barbare n'est pas une tradition, ce n'est ni sous-développement, ni « retour vers le passé », mais nihilisme décadent et sans forme.

Le « prolo » – ailleurs l’allocataire, qui n’est pas un problème hongrois puisqu’il n’y a pas d’allocations en Hongrie – le « prolo » est tenu en mépris haineux par la gentry et le gendarme – ce mépris sous le régime de Horthy [Miklós Horthy, 1868-1957, vrai-faux dictateur hongrois, 1920-1944] était particulier à une certaine couche sociale, il est aujourd’hui général – le mépris du prolo s’accompagne d’une haine profonde des intellectuels – envers le savoir, la culture, les compétences et connaissances culturelles. Le prolétariat et les intellectuels se trouvent historiquement à la base de la gauche, cette gauche de l’Europe de l’Est, qui s’approprie servilement toutes les manières et les modes de la droite – notre jeunesse singe l’opposition aux Lumières des réactionnaires anti-romantiques d’autrefois, mime les modes les plus agressives de la gauche universitaire occidentale qui se fascise avec une célérité remarquable, et rejoint pour finir Instagram et la Sainte Alliance – cette gauche s’insulte elle-même du matin au soir, et bien sûr du soir au matin. Mais vous savez que ce sont zigues à donner tort, quant au racisme, à Kant plutôt qu’à Hitler. *Jawohl !* De ceux qui souffrent moins de l’injustice de l’impôt non proportionnel, de la TVA si élevée sur des produits vitaux, des loyers astronomiques, de l’éducation discriminant les pauvres, de la maltraitance des femmes, et souffrent beaucoup plus du manque de politesse et de bonnes manières.

Presque tout le monde partage ces préjugés de troglodytes. Voilà, c’est cela, oui, dans les pires formes d’un capitalisme absolument pur, qui a pu naître en Europe de l’Est. Oui, mais d’autres pays sont sur les rangs.

Dans votre essai intitulé « Classe et vérité », vous expliquez qu’il y a deux traditions socialistes : la rousseauiste, « angélique » ; et la « démonique », marxiste. La première professe le puritanisme, la moralité, ses partisans proclament la nécessité de revenir aux valeurs populaires qui sont morale-

ment et culturellement supérieures. Pourquoi ne pouvons-nous nous contenter de ce socialisme à la Rousseau, qui a sans doute plus de puissance mobilisatrice ? Qu'est-ce qui ne va pas avec l'égalité ?

En quoi le puritanisme irait de pair avec la moralité ? D'ailleurs, Rousseau n'était pas puritain. Quant au « populaire », pas moyen d'y *re*venir, car le « peuple » est un concept lié à une civilisation, c'est une construction romaine. Rousseau s'opposait non seulement à l'ordre du capital, mais à la civilisation – compris l'art et la science – forcément amorale. Il proposait une société de coexistence non institutionnalisée, une société humaine authentique-instinctive-affective, parce qu'il était persuadé que libre de tout vernis civilisationnel, l'homme pré-sociétal est fondamentalement libre et bon. – Ce qui est bien sûr tout à l'opposé de la position chrétienne, biblique –.

Ce n'est pas Rousseau qui pose problème, il y a beaucoup de vrai dans sa critique de la culture – du reste, ce n'est pas si souvent que surgit sur terre un tel génie – c'est le socialisme rousseauiste.

Qu'est-ce qui va de travers avec l'égalité ? Rien ne va de travers avec l'égalité, qui est parmi les plus importants de nos idéaux. L'égalité cependant n'est pas une cause, mais une conséquence. Supprimer politiquement l'inégalité, – voilà un projet qui a été tenté à de nombreuses reprises, des Jacobins aux Bolcheviques – on n'y a, sans exception, jamais réussi, car, là où l'inégalité des salaires diminue, d'autres rapports hiérarchiques – liés au pouvoir et à l'administration – se renforcent inévitablement. Si l'on n'y réussit pas, c'est que, dans le système capitaliste, l'inégalité n'est pas la conséquence d'ordres juridico-politiques – noblesse, clergé, tiers-état ; distinction juridique entre homme et femme –, mais parce qu'à côté d'une égalité de droit fondamentale, la séparation entre valeur et plus-value, forces productives et moyens de production, la toute-puissance de la propriété, la forme marchandise, la sponta-

néité du marché, recréent toujours l'inégalité, ce malgré toutes les réformes concernant l'impôt ou les salaires. Le socialisme rousseauiste – pas Rousseau ! – vise l'apparence, le vernis, et du fait de son caractère politique, il ne peut maintenir l'égalité autrement qu'en usant de grande violence, ce qui ne signifie pas toujours une violence *physique*. Le socialisme rousseauiste – de même que le bolchevisme et d'autres idéologies parentes – ne supprime pas le capitalisme, ou seulement ses épiphénomènes. Les autres systèmes capitalistes d'État n'essaient même pas, car leur fonction est précisément de maintenir l'ordre du capital. Bref : le mouvement émancipateur ayant pour objectif de sauver le monde ne peut s'appuyer sur une théorie fausse. D'autre part, il n'est pas vrai que le socialisme marxien ne soit pas capable d'une forte puissance mobilisatrice. Bien sûr que si. Après la première guerre mondiale, sinon dans une forme pure, car l'histoire ne connaît pas de forme pure, tout le monde a compris, un temps, que la nation n'était pas une alternative au capitalisme, mais en était une base formelle qu'il fallait rejeter avec la propriété privée capitaliste et la famille patriarcale répressive. La révolte contre le capitalisme sans la révolte contre le nationalisme ne vaut pas un clou. Il n'est pas étonnant que le système stalinien ait été nationaliste, tout comme les autres systèmes capitalistes d'État, voire plus encore. Pas de capitalisme sans ethnicisme et sexisme et inversement, pas de communisme sans internationalisme et féminisme.

Quelle est l'importance du fait que, selon la conception marxiste, le travail soit un élément organique du capital, de sorte que le prolétariat, en tant que sujet révolutionnaire, ne peut aller au-delà du capitalisme – sans se supprimer lui-même ? « Quand même les pierres seront sauvées… » – Se peut-il qu'un sujet révolutionnaire naisse au sein du capitalisme et nous conduise au salut ?

La force de travail est un élément organique du capital. Le prolétariat, cependant, – tout comme l'administration chez Hegel – est la « classe universelle », la classe qui supprimera toutes les classes – entre-temps, cette classe a été supprimée, politiquement seulement, il est vrai, par le capitalisme dès 33 –. Le prolétariat ne pouvait lutter pour un pouvoir de classe – c'est l'essence de l'exploitation – mais seulement pour une société sans classe. Oui, c'était bien le programme des partis prolétariens, mais le socialisme est derrière nous, il a passé, devenu histoire. Le prolétariat n'est plus un sujet politique – pas plus la bourgeoisie. Il n'y a plus de sujet révolutionnaire. La question demeure sans réponse. La définition du prolétariat est née de la perspective communiste et cette perspective est aujourd'hui théorétique – sous cette forme, éternelle ; Marx l'a dite mouvement réel, elle l'était certainement, mais elle a été vaincue. Le communisme est désormais « *reservatio mentalis* », idéal de vérité, de permanence et d'invariance, ni plus. Ni moins.

On peut noter en vous lisant et en vous écoutant quelque chose comme une dualité. Vous l'avez vous-même baptisée « doubles esgourdes créatives », ce qui n'est pas sans parenté avec « l'homme de deux âmes » d'Ady [Endre Ady, 1877-1919, poète hongrois]. Un homme qui lutte contre l'injustice, l'inégalité, l'exclusion, les atteintes aux libertés, mais reste ouvert à autre chose. La conception marxiste ne laisse guère de place à la morale – cependant Marx ne pouvait se contenir dans les premières pages du **Capital** ***face au travail des enfants et à la misère des ouvriers. Notre indignation morale peut-elle espérer disposer d'une force suffisante pour ébranler le système ? Votre essai, « Nouvelle ascèse », pourrait le suggérer.***

Je me référais moi-même à Ady. Il y a un mais. La lutte contre l'injustice sociale n'est pas une question morale, bien qu'elle soit de nature éthique. Je sais que la lutte contre l'inégalité, la répression, la cruauté, la discrimination, le comportement social répressif, le mépris, l'humiliation, la misère, n'est pas propre seulement au communisme ; elle peut se concilier avec l'« humanisme bourgeois », ce dont se moquaient injustement les marxistes. Il est vrai pourtant que cet « humanisme bourgeois » n'aurait rien été sans l'énorme pression révolutionnaire du mouvement ouvrier international. Ni le suffrage universel, ni les droits des minorités, ni l'égalité des femmes, ni la décolonisation n'auraient été possibles sans les luttes du socialisme historique, lequel à nombre d'égards a humanisé l'ancien capitalisme. Pour autant, toutes ces luttes pour l'égalité et les droits élémentaires ne mènent pas à la chute des sociétés d'exploitation, de production marchande, de hiérarchies. Laissons cette illusion de côté. Pour ma part, je ne méprise pas l'amélioration ou la réfection des sociétés existantes – c'est-à-dire capitalistes – ni la protection de la nature, ni les réformes progressistes de l'impôt, ni la liberté de parole, ni le quota féminin, ni l'accueil des migrants, ni la protection et la reconnaissance publique des homosexuels et des gens de couleur, ni, en général, toute avancée vers un mieux-vivre. Tout cela est compatible avec le programme communiste, sans lui être identique et, pour l'heure, je ne vois personne qui ait un programme communiste.

Vous écrivez dans votre essai « Réflexions à l'aube sur le communisme, entre autres » que « le communisme en tant que projet politique et mouvement avait péri bien avant la seconde guerre mondiale ». Que peut-on en faire ? Cela vaut-il encore la peine de se dire communiste ? Quel drapeau brandir aujourd'hui ?

Ça n’est pas une question de choix. Je ne sais de quoi il vaut la peine de parler, mais si nous sommes communistes, alors nous sommes communistes, il ne peut ni ne doit en être autrement – si c’est exact. Et puisque nous en sommes à l’histoire, il y a beaucoup à exclure de cette auto-définition. Je ne suis pas, quant à moi, un camarade des staliniens et des maoïstes, ni des sociaux-démocrates. J’ai tenu un drapeau rouge lors d’une manifestation, je l’ai agité, on m’a photographié et on s’est moqué de moi. Je n’ai pas honte. Il n’y a pas beaucoup de moments authentiques à l’occasion desquels agiter un drapeau – rouge, ou noir, ou rouge et noir – mais il n’y a aucune raison d’être nostalgique. À condition d’en conserver l’idée dans sa pureté – et pas au sens de Révai [József Révai, 1898-1959, communiste hongrois, ministre de la Culture 1949-1953]. Au contraire. – Penser à tous ceux qui ont agité le drapeau rouge me donne des haut-le-cœur. Quand je vois, à l’occasion de cérémonies officielles de la République de Chine ou du Vietnam, le drapeau rouge frappé de la faucille et du marteau, je n’éprouve aucun sentiment de solidarité fraternelle, succès posthume du capitalisme d’État désormais décadent que nous avons toujours rejeté d’une manière ou d’une autre. Le capitalisme, sous une forme ou une autre, extrait de lui-même son contraire. La question de savoir s’il vaut la peine, jusqu’à la prochaine grande crise révolutionnaire, de mener un travail conceptuel et émotionnel tenace, exhaustif, subversif et sans grand espoir, est en effet une question éthique.

Dans plusieurs de vos écrits, vous soulignez que 2015 a été un tournant non seulement dans la politique hongroise, mais aussi dans la politique européenne. Beaucoup ont parlé d’une « crise des migrants », mais il est facile de retourner l’argument et de dire que c’est nous qui sommes en crise, qui avons refusé de les accueillir et de les assister. Qu’est-ce donc qui

était en crise en 2015, et qu'est-ce qui est en crise dans ce que nous vivons encore aujourd'hui ?

À mon avis, il ne faut rien exagérer. Quelque chose seulement s'est vérifié une nouvelle fois – et continue de se vérifier depuis : le système actuel n'est pas tenable, incapable qu'il est de maintenir ses propres principes. Le cadre de base de la vie internationale – qui est l'une des principales garanties de l'ONU, du droit international – tout le monde s'en moque. Qu'est-ce qui est en crise ? L'utopie du capitalisme non fasciste, voilà ce qui est en crise. Une crise qui se maintient et dure encore aujourd'hui.

Vous utilisez le terme post-fascisme et le définissez ainsi : « Le post-fascisme trouve facilement sa place dans le nouvel espace du capitalisme mondial : il ne renverse pas les formes dominantes de la démocratie électorale et du gouvernement représentatif. Ce qu'il fait en réalité, je crois, est essentiel à toutes les formes de fascisme, comme à la variété qui émerge après la chute des régimes totalitaires, sans Führer, sans parti unique, sans SA ou SS ; à savoir qu'il renverse la tendance des Lumières à unir la citoyenneté et la "condition humaine". » Comment votre concept s'articule-t-il avec le concept de « microfascisme » de Deleuze et Guattari ? Si le fascisme, comme vous l'écrivez, « a sauvé le capitalisme en écrasant le socialisme occidental », la question se pose : quel est l'ennemi du post-fascisme, ou microfascisme ?

Je ne fais pas avec, je suis à l'origine du concept – publié dans la *Boston Review* en 2000, puis dans de nombreuses autres langues –, et il n'a rien à voir avec le concept de Deleuze et Guattari, que je ne veux pas utiliser. Le post-fascisme a de nombreux ennemis – des démocrates bourgeois aux anarcho-

communistes – mais la question n’est pas de savoir qui sont les victimes du post-fascisme. Tous ceux qui sont exclus de la citoyenneté universelle – et selon l’héritage uniforme des Lumières, tout le monde est citoyen sous un statut ou un autre, il n’y a personne qui n’ait pas de droits politiques. Le fascisme, le nazisme l’ont ouvertement nié, même dans le cadre de l’État-nation – exclue la population coloniale –, c’est-à-dire de la manière la plus radicale, interrompue la tendance à l’universalisation, identifié le capitalisme à la discrimination et à la privation de droits. La privation du droit peut être effectuée sans camp de concentration, bien qu’ils existent. De manière symbolique – par exemple avec les « lois » contre le foulard musulman, ou la loi sur l’avortement en Pologne, ou l’amendement à la constitution hongroise sur les « droits de la famille », etc. –, ou par des mesures violentes, par la force militaire. Les Ouïghours et les Rohingyas ne sont pas les seuls à se retrouver dans des camps de réfugiés, une législation similaire est en cours d’élaboration ailleurs. L’ennemi désigné par le post-fascisme est le même que celui des nazis : les éléments « gênants » – juifs, communistes, homosexuels, etc. – qui conduisent à l’hétérogénéité, et leurs équivalents contemporains, ceux qui sont « sans nation ni patrie », « sans racines », les « intrus », les « vagabonds », les « parasites », les « étrangers présumés sous-hommes », tous ceux qui se trouvent au-delà des éléments « indigènes » conformes à la nation, conformes à l’état, c’est-à-dire au-delà des sujets du droit par excellence. Puisque le principe formel du capitalisme est l’égalité des hommes, ceux du dehors doivent être déclarés non-humains. À cette fin, comme nous le voyons, nul besoin de SS et de Gestapo.

Vous considérez l’« état d’urgence » comme une caractéristique fondamentale du post-fascisme. En Hongrie, pendant l’état d’urgence, les personnes fidèles au parti au pouvoir ont fait fortune, et colossale ; font partie

de cette richesse les universités qui ont été mises sur la voie du prétendu « changement de modèle ». Quant à l'Université du théâtre et du Cinéma et à l'Université d'économie, vous avez déclaré qu'il ne s'agit pas d'une « privatisation », mais d'une confiscation par l'État profond. Il existe une vaste littérature sur l'État profond qui remonte à plusieurs décennies. Que pensez-vous de l'État profond, comment est-il apparu et quel est son rapport avec le « double État » d'Ernst Fraenkel ?

Je n'ai pas vraiment parlé de l'état d'urgence, ce que faisaient les disciples de Carl Schmitt comme Giorgio Agamben. L'état d'urgence épidémique en Hongrie ne fait qu'accroître le pouvoir déjà existant de l'autoritarisme. Quand Ernst Fraenkel – je suis heureux d'avoir pu susciter un certain intérêt international à son égard au cours des deux dernières décennies – quand Fraenkel a établi une distinction entre la survie limitée de l'État de droit dans le système nazi et l'État informel, de mesures, décrets et dispositions – *Maßnahmenstaat* – État discrétionnaire – développé dans le Troisième Reich, il a mis le doigt sur une caractéristique essentielle de tout fascisme. Lorsque les universités hongroises prennent forme de « fondation » avec l'argent de l'État, avec la perspective d'un financement supplémentaire de l'État, et qu'elles sont dirigées par des hauts fonctionnaires du régime et des copains du régime dans la direction de l'État, elles ne sont pas privatisées, elles passent simplement du contrôle de l'État de droit au contrôle de l'État profond informel, du *Maßnahmenstaat*. Copains et coquins font de même avec une partie importante des actifs officiels de l'État dans d'autres domaines. Ce *Maßnahmenstaat*, État de commandement et de contrôle – sans appel, sans contrôle judiciaire, sans fonctionnaires aux propres droits spéciaux – est lui-même une île totalitaire au sein de l'État formel autoritaire. La nature post-fasciste de la chose est, entre autres, que l'État formel et l'État informel sont dirigés par les mêmes per-

sonnes. Ici, en Hongrie, l'État profond n'est pas le rival de l'État formel, mais son jumeau. Il ne s'agit pas non plus d'un État mafieux, puisque la mafia capture les dirigeants de l'État, quand ici les dirigeants de l'État capturent la société, n'ayant pas à admettre d'étrangers – pour le moment.

Récemment, vous avez beaucoup écrit sur Hegel. Que dit Hegel à une époque où le capitalisme – dont il ne pouvait connaître le concept – ne peut plus être défié et peut de plus en plus régner purement et simplement ?

Je m'occupe de Hegel comme beaucoup le font. Que dit Hegel à notre époque ? Et pourquoi pas Platon à notre époque ? Hegel n'a certes pas utilisé le terme « capitalisme » – pas plus que Marx –, mais, vers la fin d'une merveilleuse ère intellectuelle, dans le sillage de grands prédécesseurs, ou en s'y opposant, il a construit une conception de la liberté qui, contrairement à celles de Kant et Fichte, n'est ni morale ni théologique et va au-delà du droit naturel. Il a ramené la liberté et l'émancipation dans la société, dont Rousseau, Kant et Fichte avaient cherché à l'extraire. Je ne suis cependant pas encore au bout de mes études renouvelées, je veux encore apprendre de Hegel – et de ses partenaires de débat – et je suis loin de toute conclusion. Une grande partie de nos dilemmes actuels relèvent de ce que les manuels appellent l'idéalisme allemand classique – dont Marx est peut-être la dernière grande figure –, mais l'expression qu'il en donne est d'une qualité infiniment supérieure à celle de notre époque déclinante. Même si l'on (re)lit non pas les plus grands, mais des figures un peu moins importantes – comme Jacobi, Hamann, Schleiermacher – on a toujours le souffle coupé. Pour autant, cette pauvre humanité est capable de miracles.

Propos de TGM sur le populisme et autres stupidités

Il n’y a rien de nouveau à ce que des termes consacrés soient utilisés dans un sens entièrement nouveau sans annoncer ce changement et qu’en conséquence les lecteurs soient induits en erreur. Cela arrive tous les jours. Il n’est pas surprenant que, ne pouvant expliquer un nouveau phénomène, on lui donne un nom évocateur au lieu d’en faire la théorie ou du moins la description. C’est ce qui se passe avec le *populisme* ou le *populisme de droite* – voire le *populisme de gauche* – des mots employés pour dépeindre des situations vieilles comme le monde tout en étant étonnamment nouvelles. *Populisme* en est venu à signifier « Je n’y comprends rien, mais on m’a demandé de parler. »

Prenons l’exemple de la Hongrie. Le Premier ministre Viktor Orbán est considéré comme le *populiste de droite* par excellence. Que fait-il ?

Après une tentative hésitante et répugnante de mobilisation totalitaire, bientôt sagement abandonnée, lui et son régime ont mis au point une technique d’où la corruption, au sens juridique du terme, est exclue, mais où néanmoins les biens de l’État servent à enrichir les amis et les serviteurs de la famille au pouvoir. L’encadrement n’est pas soudoyé par des tiers et aucun vol n’est commis. Les sociétés, les terrains, les bâtiments, les entreprises rentables, les loyers et surtout l’argent des fonds européens, sont simplement distribués aux courtisans, aux larbins, à leurs sociétés fictives. Les fonctions de l’État sont sous-traitées aux alliés du *leader*, mais toujours contrôlées par lui de manière

informelle ; les entreprises privées sont nationalisées puis privatisées à nouveau au profit de ces alliés. Les appels d’offres lancés pour répondre aux besoins nationaux et régionaux sont invariablement remportés par les mêmes personnes et les mêmes entreprises *pro*-Orbán et *sub*-Orbán. Les banques d’État offrent par ailleurs des crédits à ces entreprises, afin de racheter des médias auparavant indépendants. Toutes les institutions publiques sont considérées comme biens personnels du *leader*. Des directeurs d’école primaire aux chefs de bureau de poste de village, des directeurs de collections de poupées rigolotes aux chaires universitaires et commissariats de police, tout fonctionnaire ou toute personne à qui l’on demande de faire quelque chose pour la communauté doit appartenir à la droite dirigeante à un titre ou à un autre. Le bureau du premier ministre est installé dans l’ancien palais royal. La Galerie nationale et la Bibliothèque nationale ont été boutées hors du bâtiment pour lui faire place, comme à son administration d’État personnelle, laquelle est de plus en plus distincte du gouvernement proprement dit et placée au-dessus de lui. Quant au gouvernement local, plus exactement régional, il a pratiquement disparu. Il n’y a plus rien entre le gouvernement central et le patron ou le chef local d’un village. Les institutions étatiques telles que l’Office national du patrimoine sont supprimées, reprises par de sombres organismes privés ayant quelque intérêt financier ou professionnel dans le domaine concerné, tous invariablement liés au supra-gouvernement. Comme à l’époque des royaumes patrimoniaux, à la tête de l’État, les biens de la Couronne ne sont pas clairement séparés des biens personnels. Ils sont utilisés de manière discrétionnaire, arbitraire et péremptoire par le pouvoir suprême du pays. Les bénéficiaires de ce système sont organisés en un ordre étroitement tissé, sorte de « corporation » au sens ancien du terme, qui supplante l’État formel et en façonne les lois et les normes constitutionnelles.

Il s'agit bien d'une ingénieuse vieille-nouvelle forme de dictature, certes souple et non meurtrière, mais *populiste* ?

Démagogie ethniciste

La démagogie ethniciste n'est pas particulièrement populiste, telle qu'elle est, telle qu'elle a été pratiquée dans le passé par diverses élites qui se sont opposées avec véhémence et parfois violemment aux classes populaires, telles les dictatures militaires autoritaires. La routine consistant à faire des concessions occasionnelles aux masses sous la forme d'augmentations de salaire, d'aumônes, de réformes fiscales, est également une procédure universelle, et personne ne qualifierait de *populiste* le prince Otto von Bismarck et les empereurs Guillaume Ier et Guillaume II. Y a-t-il un régime qui n'ait pas rendu l'étranger responsable des maux qui ont frappé le pays qu'il a dominé ? Prélever des taxes punitives sur les commerçants étrangers est une coutume ancienne. Les Doges de Venise ou les Ducs de Bourgogne, noblesse dirigeante des Pays-Bas, étaient-ils *populistes* ? Voyons Donald Trump, la menace archi-populiste. Il n'y a aucun doute sur le fait qu'il était une menace, mais *populiste* ? Il se proposait de réduire le chômage en construisant des routes et des ponts, c'est la voie des pyramides. Le pharaon était-il *populiste* ?

En 1935, Karl Mannheim, dans *L'homme et la société à l'ère de la reconstruction*, établit que les politiques économiques suivent un rythme cyclique, du libre-échange au protectionnisme. Une logique similaire a été découverte par Karl Polanyi dans sa théorie du « double mouvement » – *La Grande Transformation*, 1944 –. L'intensification de la concurrence fait baisser les prix. La baisse des prix pousse les employeurs à réduire les salaires réels, à augmenter la durée du travail, à rendre la discipline plus stricte et plus répressive la législation du travail, mais surtout à réduire les coûts en développant la technologie et réduisant la main-d'œuvre. Le chômage de masse porte préjudice à la demande concurrentielle, et

ainsi de suite. Tôt ou tard, s'ils veulent prévenir la crise, les dirigeants des États capitalistes doivent prendre des mesures et la méthode consiste principalement à limiter la concurrence autant que faire se peut.

Le protectionnisme limite la concurrence de deux façons : premièrement, il modère la concurrence entre les capitalistes en excluant certains concurrents, principalement « étrangers », et en obligeant l'État, c'est-à-dire le contribuable, à assumer le fardeau de certaines tâches de redistribution que le marché ne peut plus assurer. Deuxièmement, il réduit la concurrence entre les travailleurs, particulièrement dangereuse pour la stabilité d'un État bourgeois. L'emploi devenu rare, un puissant mouvement ouvrier a, dans le passé, demandé à l'État de nationaliser, de restructurer, de réglementer ; il a évidemment demandé de verser des allocations de chômage d'une sorte ou d'une autre, d'élargir les systèmes de protection sociale de l'État et d'investir dans de nouveaux projets – chemins de fer, routes, logements sociaux – qui ont besoin de nouveaux employés ; il a fait retarder – par l'éducation – l'âge de l'entrée sur le marché du travail, abaisser l'âge de la retraite, et préconisé bien d'autres expédients coûteux. Deux autres moyens régulièrement proposés par les classes dominantes sont la guerre ou la conquête coloniale, ou les deux, qui créent une nouvelle demande et épuisent les excédents de population. Toutes deux furent jugées déstabilisatrices et barbares. La combinaison de ces éléments a permis de créer certains systèmes de protection sociale sous condition d'exclure une partie de leurs bénéficiaires pour diverses raisons ou, du moins, d'en proposer certains comme objets de haine, contrebalançant ainsi l'impulsion généreuse inhérente à une réglementation étatique redistributive et égalitaire. L'aide sociale réservée aux hommes « travailleurs » – lire : *blancs* –, l'exclusion des « parasites » et des « profiteurs de l'aide sociale » – lire : les personnes de couleur, les étrangers ou les femmes, comme les redoutables « mères célibataires » lors de la panique orchestrée des années 1980 et 1990 –

ont parfois remplacé avec succès la politique de lutte des classes par des luttes ethniques et des alliances et coalitions entre classes, races et sexes – *mâles blancs* –. Ce qui est relativement nouveau, c'est la combinaison de l'opposition à « l'État-providence » et du protectionnisme des entreprises.

Une variation contemporaine sur ces thèmes a été déployée au cours de la campagne de Trump où les oubliés, la classe des travailleurs blancs, jouent un rôle symbolique dans l'habituelle calomnie conservatrice des chômeurs, usant du croquemitaine traditionnel, le criminel noir. Ce qui est relativement nouveau, c'est la combinaison de l'opposition à « l'État-providence » et du protectionnisme des entreprises avec les grands travaux promis pour augmenter l'emploi. Le protectionnisme allait généralement de pair avec le « l'État-providence » – même la version fasciste avec ses limites ethniques et nativistes, quoique ce ne fut pas vrai de tous les fascismes : Mussolini était un libre-échangiste soucieux d'équilibrer le budget –, c'en est fini maintenant. L'immigrant va désormais synthétiser les caractéristiques de la nouvelle politique réactionnaire.

Les immigrants

Les « guerres commerciales » contre, mettons, la Chine, //

Les M'essuie-glaces[4] *du coin bon ne savent rien du tout, ni de Pékin, ni de leurs amis, ni du reste, vivant comme des huîtres. Sainte Rose de Lima chantait les Psaumes en alternance avec les oiseaux perchés dans les arbres faisant face à sa fenêtre ; elle était toutefois la seule capable de comprendre ce que les oiseaux répondaient*[5]*.*

---

4. Un lapsus au clavier sur « Messieurs-Dames » se vit un jour proposer la correction « M'essuie-glaces » par le logiciel. On la retrouve ici après avoir été un temps adoptée puis abandonnée.
5. Le présent fascicule a été composé pendant les confinements imposés par la première pandémie

// une franche inimitié envers l'Union européenne – envers l'étranger – sont désormais inséparables du combat contre un groupe de travailleurs concurrents, les immigrants. En sauvant les populations actives locales de la concurrence étrangère bon marché, en préservant le capital national des difficultés du marché mondial – ce dernier point est à peine possible, voire pas du tout –, on espère créer une coalition entre les classes sociales nanties et démunies sur une base ethnique et culturelle, coalition qui pourrait suffire pour remporter les élections. Pour autant, le « sans-dent » qui travaille dur remarque vite qu'il est totalement ignoré, aussi ne saurait-elle durer longtemps, sauf, bien sûr, si le régime de Trump ou d'autres gouvernements similaires sombraient dans le fascisme pur et simple… Nous voyons pour l'instant beaucoup de chaos et guère de pas de l'oie, cependant l'amertume agressive est là, ainsi que les fous qui se rassembleraient autour d'un tel leader dans toute situation de ce type.

Si peu populiste

Encore une fois, rien de vraiment nouveau. Le protectionnisme, l'isolationnisme, le populationnisme, font depuis longtemps les couleurs et les nuances de la politique américaine, mais il n'a jamais été question que les défavorisés ne se voient offrir quoi que ce soit de substantiel – après tout, c'est ce qui devrait être au centre de toute politique populiste. Dans la Hongrie *populiste*, il n'y a ni allocations de chômage, ni de chômage partiel.

Un populisme sans une bonne dose d'égalitarisme est une absurdité. Le populisme est, ou était, naturellement, contre l'élitisme. De ses origines au 19e siècle, il tenait pour les plus détestables des élites les cours royales, l'aristocratie terrienne et ses ramifications cosmopolites, la papauté et le haut clergé,

---

avouée des années vingt du siècle vingt-et-un. Ce passage est une *intervention* du coin bon, et plus précisément une *incision*. L'incision est inexplicable.

le corps des officiers supérieurs, les membres des clubs exclusifs de *gentlemen*, les échelons supérieurs du service colonial, les banques d'affaires et les banquiers. À cela, la propagande pré-fasciste et fasciste a ajouté les élites cachées et « occultes » comme les francs-maçons, les Sages de Sion, les seigneurs de la presse et, encore une fois, le Vatican, « véritables » maîtres de l'univers. Déjà idiot à l'époque, le mythe idiot des *Illuminati* date lui-même de deux siècles.

Il serait cependant tout à fait inédit que la marque distinctive des élites soit leur égalitarisme, c'est-à-dire leur proximité idéologique et politique avec les défavorisés. Le faux anti-élitisme d'aujourd'hui – c'est peut-être l'origine de ce verbiage ahurissant sur un *populisme* qui n'a manifestement aucune existence – s'adresse aux égalitaristes, en particulier à cette espèce bizarre que l'on pourrait appeler « égalitaristes libéraux », dont certains ne sont que de modestes sociaux-démocrates. Cela a été rendu possible par la propension des « égalitaristes libéraux » et de leur rhétorique des droits de l'homme, à défendre et à protéger avec la plus grande force les minorités qui sont les victimes de l'inégalité capitaliste et de la répression de l'État, les minorités raciales et sexuelles en particulier et, au niveau international, les nations et autres populations victimes de tyrannies horribles. De même, parmi les vaincus de la lutte des classes, ils tendent à mettre l'accent sur les chômeurs et sur les personnes peu ou pas du tout protégées, encore moins appréciées par les différents systèmes d'aide sociale. En d'autres termes, les « libéraux égalitaires » tentent de représenter ceux qui souffrent le plus de l'absence ou de la mauvaise application de la justice distributive dans la société bourgeoise sans, bien sûr, vouloir subvertir ladite société – ils ne sont pas communistes, après tout. Ils ne représentent pas seulement les « pauvres méritants », mais aussi les pauvres gênants, odieux et épuisants, les fous, les récalcitrants, les coléreux, et même ceux qui ne parlent pas anglais. Ils sont évidemment aussi en faveur des syndicats et des salaires équi-

tables – mais ce n'est pas ce qui semble dangereux aux néoconservateurs, qu'ils soient du type libre-échange-mondialiste ou protectionniste-isolationniste. Ce que ceux-là estiment vraiment intolérable, c'est la diffusion d'une culture égalitaire dans ses manières, ses habitudes de discours, ses convictions, ses croyances, ses solidarités, ses sympathies et le reste.

Le politiquement correct

C'est pourquoi le prétendu « politiquement correct » est si détesté, même dans les pays d'Europe de l'Est et d'Asie du Sud où il n'a jamais été pratiqué. La disparition du « politiquement correct » est vécue comme une libération par la droite, notre monde libéré de l'hypocrisie et de l'artificialité imposée. Après tout, dit la droite, le mépris des femmes, des homosexuels, des personnes de couleur, des étrangers, des personnes en mauvaise santé, est naturel. Une réforme égalitaire de la grammaire et de l'usage est donc un euphémisme : elle donne des noms utopiques à des réalités que « nous » – nous, les vrais gens – connaissons et admirons parce qu'impressionnantes, soit effrayantes et horribles. On ne devrait pas parler de « partenaires » alors que « nous » savons que l'homme est le patron et que la femme obéit. La suppression de la reconnaissance de l'inégalité est présentée – encore une fois ! – comme impie et fausse. De même, user d'« euphémismes » au lieu de changer les réalités sociales est un signe de faiblesse, cela est donc méprisable comme toute faiblesse. L'étude des constructions sociales, culturelles et politiques du « genre » signifie – prétend la droite – la suppression de la reconnaissance de la distinction des sexes, un autre signe d'éloignement de ce que les réactionnaires modernes entendent par « nature », soit des relations de pouvoir prédéterminées : le rang et la force sont déjà des caractéristiques du règne animal et, par exemple, la soumission féminine est une réalité chez les vertébrés. Outre ces idéologies « darwinistes sociales » ou eugéniques d'inégalité entre races et

genres – pardon, « sexes » –, le « traditionalisme » joue également un rôle. Giulio Evola, qui a inspiré non seulement Steve Bannon, le conseiller stratégique du président Trump, mais aussi le parti hongrois *Jobbik*, très attaché à la différence de vocation métaphysique des différentes castes ou « ordres » – *Stände* –, est le saint du « traditionalisme ». L'égalité ne signifie que le mélange des castes, où tout le monde dans la modernité devient un *Chandala*, c'est-à-dire une personne sans *Varna*, sans caste, soit un *intouchable*, amabilité adressée à toute personne de gauche. Un autre conseiller de Trump, Sebastian Gorka, un de mes compatriotes hongrois, porte fièrement le titre de chevalier « *vitéz* », une nouvelle « noblesse » créée et dotée par l'ancien régent, le contre-amiral impérial et royal von Horthy – au pouvoir de 1919 à 1944 –, désormais un simple club de fous d'extrême droite qui s'octroient des titres aristocratiques et qui croient fermement à la hiérarchie, au sang bleu et à la fraternité aryenne.

À propos d'ennemis imaginaires : en Amérique, le terme « marxistes culturels » – proche du *Kulturbolschewismus* de Goebbels – reflète, une fois de plus, des idées que l'on trouve parmi les représentants de l'extrême droite est-européenne où la haine de l'école de Francfort, contrairement à la lecture de des livres qu'elle a produits, est également endémique. Encore ne s'agit-il de l'école de Francfort que dans ses liens plutôt ténus, par le biais des derniers travaux de Jürgen Habermas, à la prétendue « idée » européenne, une autre vieille coction réactionnaire, mais non ethnique celle-là. Il est presque émouvant d'entendre les élèves de Breitbart accuser parmi tous Adorno – le croiriez-vous ? – d'avoir empoisonné la jeunesse occidentale avec la musique rock. Adorno ! Lui qui jugeait kitsch la musique d'Igor Stravinski et méprisait le jazz – lequel aujourd'hui se raréfie et paraît élitiste –, lui qui ne peut être soupçonné d'avoir jamais écouté du rock. Toujours est-il qu'Adorno était de gauche, on l'accuse donc d'aimer la musique des classes inférieures, la

musique populaire dont la droite « populiste » dit qu'elle est l'opium de la populace. Il serait intéressant de savoir pourquoi les gens utilisent ce terme, « populisme », pour désigner la percée de cette droite plutôt démodée et si traditionnelle. Il serait encore plus intéressant de savoir pourquoi certaines parties de la gauche sont misent dans le même sac. Selon ce beau dicton français, invariablement vrai, celui qui dit qu'il n'y a pas de différence réelle entre la gauche et la droite, est de droite. « Ni droite, ni gauche » était un slogan fasciste et les nazis chantaient dans le *Horst-Wessel-Lied* « *Kameraden, die Rotfront und Reaktion erschossen* », « les camarades qui avaient tiré sur le Front rouge et la Réaction ».

Encore une fois : quoi de neuf ?

Que se passe-t-il en fait ?

Le fait que les gens de gauche fassent de lâches compromis n'est pas une nouvelle non plus. Certes, on entend des gens comme Jeremy Corbyn, Sahra Wagenknecht – la principale candidate de *Die Linke* aux prochaines élections, l'ancienne secrétaire de la *Kommunistische Plattform* encore officiellement surveillée par les services spéciaux –, le chancelier socialiste d'Autriche Christian Kern, d'anciens dirigeants français de gauche, tous à prononcer désormais des discours anti-immigrants. Il s'agit de trahison, non de « populisme ».

Les vrais populistes ont peut-être proféré des idioties, mais certainement au nom du peuple, de la majorité, du *profanum vulgus*, des masses populaires, de ce que vous voulez de ce genre. Rien n'est certes plus bourgeois que le nationalisme, mais le cri nationaliste pour l'« unité » fit vibrer l'imagination de ceux des démocrates qui voulaient fonder une communauté égalitaire basée sur un héritage culturel commun – ce qui n'est pas une idée idiote –. Le populisme ne fut le plus souvent rien d'autre qu'un nationalisme démocratique – ce qui n'existe pas de nos jours. Ce nationalisme fut une

sorte d'auto-affirmation messianique, par exemple celle de la Pologne imaginaire, « le Christ des nations » d'Adam Mickiewicz, luttant, aux fins de libération, contre les trois grands empires du 19e siècle, la Russie, l'Allemagne et l'Autriche, et non pour la déportation des Juifs ou l'expulsion des réfugiés. Ce nationalisme était contre la domination étrangère forcée, non pour la domination ou même l'exclusion d'*autres*. Il peut être critiqué – qu'est-ce qui ne l'est pas ? – reste qu'il était axé sur la liberté : autodétermination, expression de soi, communauté authentiquement libérée. Dans *Les Idoles de la tribu*, 1989, j'ai montré les origines kantiennes du nationalisme libéral, qui prend source dans l'idée d'« autonomie » ou de « règne autonome », littéralement : se donner des lois à soi-même.

Appeler le racisme et l'ethnicisme « nationalisme » ou « populisme » n'est d'aucune aide. Personne n'a le droit d'effacer la différence entre oppression et émancipation – les *narodniki* russes, populistes, se battaient héroïquement pour l'émancipation des serfs – c'est pourquoi nous devons mettre fin à ces absurdités.

Chaos

Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de grand chaos en politique. Prenons l'exemple des manifestations contre la corruption en Roumanie – célébrées ô combien par la presse d'Europe occidentale et centrale. Je ne raconterai pas l'histoire, plus ou moins connue de tous, de la façon dont le PSD au pouvoir, prétendument « social-démocrate », fit passer une loi, façon *Nacht-und-Nebel-Aktion*, qui, entre autres, aurait blanchi les politiques corrompus, et comment des manifestations gigantesques l'ont contraint à la retirer. Il ne fait absolument aucun doute que les hommes politiques du PSD sont corrompus, nationalistes et conservateurs comme leurs adversaires, malgré quelques mesures de protection sociale, et que dans leur ombre, d'énormes réseaux aspirent les recettes fiscales

des caisses de l'État dans un pays qui, malgré son indéniable succès économique, est encore très pauvre et inégalitaire.

Cependant, le conflit en Roumanie n'oppose pas de gentils défenseurs des libertés civiles et de méchants nationalistes voleurs et antidémocratiques. Il s'agit de tout autre chose. Il s'agit de la protestation d'une caste : celle de jeunes gens de la classe moyenne, instruits, urbains, pro-européens et pro-occidentaux, parfumés, bien habillés, animés d'un mépris féroce pour les péquenauds de la campagne, les retraités, les travailleurs « post-staliniens ». Une caste de jeunes gens qui se nomment eux-mêmes et sont nommés par les médias qui les fêtent « le beau monde ». Le problème est que ces protestataires sont clairement autoritaires, qu'ils en appellent à la punition, à la prison, à l'expulsion de l'adversaire politique et qu'ils prennent clairement parti dans le conflit, celui du président Klaus Johannis, appuyé par le bureau spécial du Procureur. Ce dernier fournit au tribunal des dossiers rassemblés par des services secrets proportionnellement les plus importants du monde – 30 444 collaborateurs, plus nombreux que les services allemands, deux fois plus nombreux que ceux de la tristement célèbre *Securitate* de Ceauşescu –. Ces derniers semblent avoir pris le contrôle de l'État tout entier comme d'une grande part des médias. Ainsi que dans la version autrichienne de l'absolutisme éclairé, la modernité et le développement ne sont plus liés à la sphère publique et à la délibération politique, mais à l'État secret, inexplicable et impénétrable.

Voilà le type de modernisation, exigeant justice sévère et purges, que « le beau monde » souhaite, avec un « État de droit » qui n'implique aucunement, dans ce cas, la participation populaire, le pluralisme politique et une *Öffentlichkeit* autonome, mais seulement la « transparence », la transparence du *Panopticon*, où tout le monde est surveillé, chacun maintenu moralement sain par le regard de l'espion 24 heures sur 24. Aussi, comme partout en Europe de l'Est, la paranoïa domine : les nationalistes bornés soupçonnent George Soros, « le

Juif », d'être derrière tout cela, quand « le beau monde » estime Vladimir Poutine, « le communiste », le fantôme de cette machine automate.

Soulèvements des élites et opinions désagréables

Alors que le conflit de classe et son expression culturelle sont à la base de la confrontation – soulèvement de l'élite contre le Peuple, et non l'inverse – les classes exploitées et opprimées se retournent partout contre d'autres opprimés : aujourd'hui les réfugiés, les minorités ou les homosexuels, ou encore la jeune classe moyenne pro-occidentale, qui ne sont pas eux-mêmes les exploiteurs, mais leurs dupes et leurs agents involontaires. La xénophobie des opprimés, cependant, n'est qu'une opinion, désagréable certes, mais qui n'est encore qu'une opinion. Dans les faits, les réfugiés sont refoulés par les grands États capitalistes. Alors que la presse européenne s'acharne sur Donald Trump, le gentil gouvernement allemand et ses alliés libéraux font exactement ce dont jusque-là il n'a fait que parler. La police des frontières européenne, Frontex, est encore plus brutale avec les réfugiés que son homologue américaine. La barrière de la honte de Viktor Orbán à la frontière serbe est également gardée désormais par l'armée autrichienne, l'armée d'un pays neutre qui vient d'élire un président écologiste-libéral impeccable, l'amical et charmant Herr Van der Bellen. De même, la loi hongroise qui donne pouvoirs de police à l'armée, fait sans précédent en temps de paix, est désormais reprise par les autorités autrichiennes. Entre-temps, la décision du gouvernement autrichien, dirigé par les socialistes, de récompenser les entrepreneurs désireux d'embaucher a été récemment modifiée – par les sociaux-démocrates ! – afin que l'emploi d'immigrants ne soit pas pris en compte ; il y a quelques jours à Vienne, le ministre de l'Intérieur a proposé un projet de loi selon lequel les « activités antiétatiques » et la « non-reconnaissance de l'autorité de l'État de la Répu-

blique d'Autriche » mériteraient deux ans de prison. Cela ne sonne-t-il pas joliment stalinien ?

Rome brûle. Déjà vu.

La droite gagne partout, la gauche est trahie partout, et les gens se disputent autour de définitions stupides.

La contre-révolution réactionnaire utilise – sans les soutenir – le prolétariat traditionnel et la classe moyenne inférieure contre les plus pauvres, contre le précariat – surtout s'il est « ethnique » – et contre l'immigrant, formant une alliance politique entre classes jamais vue depuis l'époque de la conquête coloniale. C'est ainsi qu'elle détruit la gauche.

Le retournement des principaux pays anglophones – Grande-Bretagne et États-Unis – contre l'Union européenne pourrait être comparé à l'éclatement de la Société des Nations et pourrait mettre fin à la plus longue paix sur le continent européen – les conflits yougoslave et ukrainien une fois qualifiés d'escarmouches –. On sait que le péril du désordre ou de l'embrasement arrête généralement le progrès, notamment vers plus de liberté et de coopération.

La trahison des socialistes n'est pas nouvelle non plus. Comme chacun sait, l'été 1914, les socialistes européens, infiniment plus forts qu'aujourd'hui, ont capitulé face aux forces de l'impérialisme. Ils se sont joints à « l'effort de guerre », ont voté les crédits de guerre, ont mobilisé la classe ouvrière théoriquement « internationaliste ». Des intellectuels d'origine juive comme Henri Bergson, Max Scheler, Georg Simmel, supposés cosmopolites, censés se méfier des forces nationalistes impérialistes antisémites, écrivirent des poèmes sur la renaissance par la bataille et sur les vertus superlatives de leur nation « hôte ». Les anarcho-syndicalistes – auparavant pacifistes radicaux – penchèrent si bien vers la droite que beaucoup devinrent fascistes, l'un d'entre

eux finissant par être ministre dans le gouvernement collaborationniste et criminel de Pétain et Laval pendant la Seconde Guerre mondiale.

L'idée socialiste était d'empêcher la guerre par une grève générale internationale. Au vrai, l'ethnicité a vaincu la classe. La classe ouvrière a maintenu son investissement dans l'État-providence et le colonialisme, espérant en obtenir quelques dividendes sociaux, avec les résultats que l'on sait. Appelons les choses par leur nom. Céder au racisme et à la xénophobie au lieu de s'attaquer au problème apparemment insoluble de millions de personnes devenues des « populations superflues » en raison du développement technologique – numérisation, robotisation, automatisation –, de la crise financière et de la réduction de la demande mondiale ; dresser des barrières pour empêcher ces millions d'individus d'échapper à la famine et à la guerre au lieu de répartir les bénéfices de manière universelle ; conclure des accords avec des tyrans tels que Erdogan, Modi ou al-Sisi ; se taire sur les persécutions subies par des groupes ethniques tels les Rohingyas ; devenir de plus en plus semblable à l'ennemi – c'est ce que fait la gauche officielle, et le nom de ce faire est trahison. Il n'est pas vrai qu'il n'y a pas de différence entre la gauche et la droite, mais il est vrai que la gauche est en train de disparaître. Rapidement… comme en 14…

Intervention du coin bon

Les lectures au coin bon sont accidentelles, de choix hasardeux, mais orientées. Un lecteur ne sait toujours pas ce qu'est le coin bon, ce que signifie « discuté au coin bon », et s'en offusque.

Il existe un type de discours fixé, arrêté, qui vérifie l'alignement, mesure les cotes au pied à coulisse. Dans la ligne… pas dans la ligne… jusqu'à lire par-dessus l'épaule du voisin de cellule.

Il existe une lecture de confusionniste convulsé, à la façon du journaliste pressé par l'urgence du papier à remettre.

— Bah, ces pages ne sont pas suffisamment marxistes. – Il n'a pas lu Hegel ! – Celui-là est trop lacanien. – Il n'a pas lu l'Anti-œdipe ! – Encore un Historien ? – Quand va-t-il se mettre à Parménide ! – Arno Schmidt ! Voilà qui nous défausserait ! – Avec beaucoup de « ! » et de quoi déglutir ces arêtes ! – Essayez plutôt l'humilité ! – Ah ! La belle subjectivité du disciple accroupi ! Faites-vous crêpe, flaque ! – Moucheron ! Masochiste primordial ! – Sous quelles fourches passera la dupe, cette fois ?

Ce n'est jamais que dans l'échange, au rythme d'un discours, soit d'une relation, qui ne soient pas figés, que peuvent paraître chez l'un ou l'autre des phrases qui l'étonneront. Découverte chez l'un de ce qu'il savait, chez l'autre de ce qu'il ne savait pas ; d'expérience chez l'un, d'apprentissage chez l'autre.

Je note par exemple aujourd'hui combien je suis dépassé par les événements. Tandis que je dormais, l'oubli a poursuivi son ouvrage avec méthode. C'est dire trop vite. D'abord, pour commencer, l'anecdote expérimentale bio-trafiquée :

Soucieux d'éclairer mon présent, je consulte l'un de ceux qui ont formé mes formateurs, Kojève. Je le consulte de biais, usant de l'oblique biographique[6]*. Du même pas, le hasard m'offre la critique hongroise de Tamás, critique elle-même, vue de l'ouest où je suis, très latérale. Je me décide à augmenter la longueur de l'ombre portée en courant vers l'Est dont je ne connais pas grand-chose. Au hasard d'une merdiathèque rien moins qu'achalandée ou, mieux, seulement achalandée, je trouve une anthologie d'essais japonais*[7]*. L'ouvrage forme, selon moi, un arc, comme après tout l'histoire littéraire pourrait, au choix de l'historien, en former un, comme surtout la vie telle que la décrivait Diogène Laërce, acmé entre naissance et déconfiture. L'acmé japonaise donc, selon moi, qui sort de lire Kojève et Tamás, c'est Takeuchi Yoshimi qui me refait la leçon hégélienne. Et de m'exclamer, reçu le kyōsaku entre les épaules : « J'en serais donc resté là ! »*

Ces jeunes gens que je rencontrais à Paris, toutes voiles dehors sous le vent Deleuze Foucault Derrida, qu'entendaient-ils de mes réticences ? L'eau de leur bain si peu ragoûtante, oubliés Marx, Freud, Breton, et tant d'autres. Ces jeunes gens mêmes, aujourd'hui, sont déposés, oubliés, oubliés, oubliés. Wolman ne pensait pas si bien dire de l'oubli, à nous demander, « oubliez les limites, oubliez, oubliez, oubliez », d'oublier les limites de la séparation pour ne plus voir qu'elle. C'est fait, pourrait-on dire, mais seul celui qui les aura vues verra la séparation. Le temps vient où, limites définitivement oubliées, la séparation ne sera plus que néant, vide compact et brutal.

---

6. Marco Filoni, *Le philosophe du dimanche,* Gallimard 2010.
7. Yves-Marie Allioux, *Cent ans de pensée au Japon,* tome 2, Picquier 1996.

Le temps de la mort, évidemment. Je ne suis pas sourd et je m'entends. Je me rassure en ajoutant que mes lignes sont bien au tempo de mes tripes. On fera donc la part des choses.

La part des choses, par exemple le rôle du discours universitaire dans l'effacement des traces, quand ce n'est pas exactement l'amenuisement puis l'affadissement, et la falsification pour en finir avec une théorie qu'il ne saurait digérer. Les historiens, qui nous en racontent de belles, peuvent, quoique rarement, et généralement ils ne s'y tiennent pas, nous accorder quelques bribes de vrai, bien difficiles à rassembler. Il se trouve que je n'ai rien à perdre de mon statut et qu'ainsi je ne crains pas de nommer ceux qui m'ont appris quelque chose, cette part belle. Un certain Guy Debord a repris une analyse à laquelle il n'a pas changé un mot, pour la préfacer un quart de siècle plus tard. Du spectacle divisé, il a montré que s'était produite la naissance du spectacle intégré, réunissant un monde sous son chef. Nul besoin de « fascisme » qui renaîtrait de ses cendres, sinon chez ceux qui ne sauraient citer le spectacle intégré sans être immédiatement liquidés. Car, s'il est une chose restée inchangée depuis les années soixante du siècle précédent, c'est bien le refus déterminé de cette théorie parmi ceux qui ont le moindre lien avec les dominants, ou du moins – encore, qui croient leur être liés. Qui, je pense, dispose de cette théorie du spectacle intégré, n'a nul besoin de recourir au populisme, bien sûr, mais de même au fascisme. Il se pourrait d'ailleurs que ce soit un trait qui caractérise la confusion actuelle. Les seuls qui ne soient pas confus sont bien évidemment les bourgeois et leurs affidés, qui ne savent pas où ils vont, mais y vont bon train.

Bref, on veut changer de maître, et ce n'est pas l'indépendance que l'on désire *Takeuchi Yoshimi*[8]. Vous vous cherchez un maître et vous l'aurez *Lacan*[9].

8. 1948, traduction Patrick de Vos 1996.
9. 1969.

Si nous sommes, au coin bon, libres de l'illusion que la personne privée, isolée, pourrait réaliser ce qui a échoué dans le domaine public *Adorno, nous sommes assez déterminés à ne pas foirer tête baissée. Au coin bon,* foirer *semble un signifiant digne d'intérêt, dans son acception mécanique – qu'un boulon foire, c'est qu'il tourne à vide –, emportée de toute façon la dissonance pulsionnelle diarrhéique.*

Post-fachisme
post-scriptum de TGM, 2011

Le capital court partout dans le monde à la recherche de salaires bon marché. Il court également dans la direction opposée, à la recherche d'une demande des consommateurs qui permette la concurrence. Il court après des opportunités d'investissements lucratifs. Il court où les impôts sont peu élevés. Il court à la recherche de gouvernements stables ou de guerres civiles en mal d'armes et de mercenaires. À moins de trébucher sur quelque frontière nationale, soit la loi, il court si vite qu'il paraît immobile, impossible à localiser, si vite qu'il semble être partout, quand il n'est nulle part. Le droit – les frontières nationales – n'arrêtent pas vraiment sa course omnidirectionnelle et multidimensionnelle, d'une vitesse encore augmentée par le presque vide du milieu raréfié dans lequel il s'agite sans bruit.

Le travail tente de faire le tour du monde à la recherche de salaires plus élevés et de prix plus bas. Il se heurte perpétuellement aux frontières nationales, c'est-à-dire à la loi. Il ne peut se permettre d'être partisan de la baisse des impôts, car il est conscient qu'il pourrait avoir besoin de l'État, soit d'allocations de chômage. Il a besoin de l'État, de ses frontières, c'est-à-dire de la loi, de l'État de droit qui l'empêche d'être, dans la même course, un rival à la hauteur du capital, car le capital n'est pas seulement un adversaire et un concurrent, mais une source de richesse recherchée. Le travail partagera ses revenus avec l'État de

sorte à ralentir le capital. Il devrait être plus véloce, mais il est lent, très lent, par sa propre faute. Il s'est allié à la loi, soit aux impôts.

Le capital, aujourd'hui presque sans entraves vu sa vitesse, synonyme d'invisibilité, d'abstraction et d'élégance – ne prêtez pas attention à la contradiction de ces termes –, devient jeune et beau, austère et formellement semblable à l'architecture minimaliste, sèche, voire anorexique, des derniers musées d'art contemporains. Le capital est révolutionnaire. Le capital est intelligent. Il va sans direction. On ne l'entend pas. Ce que l'on entend, c'est le tic-tac des talons ferrés sur les dalles, l'essaim de ses admirateurs abstraits, minces et vêtus de noir.

Le travail est terriblement lent, il est arriéré. Son intelligence est exclue, car une seule sorte d'intelligence est nécessaire, qui ne saurait être ralentie, et surtout pas par la loi, conçue pour améliorer la circulation, augmenter la vitesse. Le travail est gros, le travail est en bermuda et chemise Hawaï, vêtements du fordisme tardif. Très coloré, criard, très visible. Très réactionnaire, très régressif. Sédentaire et craintif. L'État de même, toujours basé sur la force physique, donc sur le contact corporel, la promiscuité. Le bruit. Les odeurs. Pour avancer, il faut bousculer quelqu'un qui pourrait vous marcher sur les pieds. L'État désormais n'est rien d'autre qu'un obstacle. Il est donc administré par des Yahoos, les abrutis de Gulliver.

Aussi nouveau que soit le support, le style, l'urgence et les accessoires, le besoin du capital de réduire les coûts de production et de maximiser les profits est permanent. La vitesse de la chasse à la valorisation de la valeur ne concerne pas seulement l'espace, soit le temps contracté, entre autres numériquement, mais aussi la qualité, par l'augmentation de la productivité, autre contraction du temps bien sûr, mais celle du temps… de travail.

La course ou compétition mondiale, toujours caractéristique du capitalisme, ne s'est généralisée qu'aujourd'hui, les *Thèses préliminaires au Régime de crainte*

ne laissant aucune de ces poches non capitalistes qui maintenaient une course unidirectionnelle – colonialisme –. La course du capital et la relative lenteur de la force de travail – quoique accélérée par la technologie – conduisent les observateurs à considérer toute pause et tout obstacle odieux et nuisibles.

Les humains, pourtant, regardaient de telles pauses comme leur chez-soi – du moins jusqu'à présent. Le chez-soi, c'est là où il n'y a pas d'urgence. Le chez soi est l'endroit où la contrainte extérieure est censée s'affaiblir ou cesser ; où la « valeur », au sens marxiste, demeure à l'extérieur ; le « privé » n'est censément pas à vendre ; plus important encore, il ne semble pas produit et paraît là pour ainsi dire naturellement : tel un arbre. Comme le rappelle Christopher Lasch, le mariage était considéré comme un « refuge dans un monde sans cœur ». Mais un tel arrêt dans la course mondiale, le chez-soi, a toujours été assiégé par la doctrine bourgeoise ; sous couvert de la « famille », le chez-soi était le lieu de la procréation/reproduction, le centre de la consommation et, du point de vue politique, un élément de la « société civile » avec le marché, l'*Öffentlichkeit* [la publicité], les ONG, les partis, les syndicats, les clubs sportifs, les églises et le reste. Les systèmes électoraux sont basés sur des districts résidentiels où les gens habitent leur chez-soi, citoyens par conséquent « privés ». La propriété du logement est basée sur un loyer différentiel. La marchandisation et la réification du chez-soi – la colonisation du « privé », la dilution de l'individualité bourgeoise, la mobilisation du résident – ne sont donc pas vraiment une nouveauté. Médiatisé comme il l'est par le loyer, l'hypothèque, le crédit, le transport ; par le chauffage, l'eau, les égouts, l'électricité, le téléphone, la poste, la télévision, câble et satellite, la radio, Internet, le GPS et autres réseaux ; par l'industrie du bâtiment, la surveillance policière et le découpage des écoles, le chez-soi demeure pour autant un arrêt dans la course mondiale, au milieu de la tempête de la production, de l'accumulation, de la circulation et de la redistribution. C'est en effet, tout simplement, là où

les gens dorment. D'ordinaire, ce n'est pas la production qui réunit les membres d'une famille ou des colocataires ; non pas l'activité, mais la passivité ; les liens biologiques et affectifs – si l'on inclut l'héritage, au caractère bio-économique – plutôt qu'un nouage direct à l'argent. Nourriture, sexe, repos, sentiment de sécurité et d'intériorité et, surtout, l'idée globale et enveloppante de *l'arrêt*. Être à l'intérieur, être chez soi, être à la maison, signifie surtout l'interruption du mouvement perpétuel. Par analogie, la frontière – la nation, l'État, la loi – s'est vue reconnue comme une sorte d'arrêt, un abri contre la course mondiale, en boucle, du capital et du travail ; contre la vitesse de la valorisation – production, accumulation, circulation, redistribution – et de l'innovation technologique ; contre le « changement » – pour lui donner son nom officiel, idéologique et bourgeois –. Par extension, l'analogon politique du chez soi sera étendu à la frontière – nation, État, loi – qui est également un frein au mouvement et paraît donc un chez-soi. Cette analogie au fondement de la pensée romantique-réactionnaire, surtout au 19e et au début du 20e siècle, trouve place aujourd'hui dans certaines architectures idéologiques « populistes » de gauche – vertes et autres –.

La frontière – limite politique au capital – est, bien sûr, tout le contraire d'un chez-soi, puisque institutionnelle et publique. Cependant les frontières sont l'expression de ce qu'elles contiennent. On trouvera au sein de l'État-nation à la fois la limitation du capital et sa mise en œuvre, surtout l'imposition d'une régulation de la vente et de l'achat, du déséquilibre capital/travail, prix/salaire et autres, inclus ce point crucial, le contrat de travail. Le contrat de travail – unissant le capital et le travail – amorce la fusion entre le producteur et les moyens de production, puis la production et la circulation de la valeur. Il est, par nécessité, fondé sur la liberté : ce sont des agents libres qui scellent un accord en vue d'un gain mutuel. La liberté est une

condition préalable inévitable de l'exploitation – surtout, mais pas exclusivement, dans un régime de marché.

L'État-nation apparaît d'abord comme un frein à la libre circulation du capital et du travail, dans la mesure où toute réglementation est un ralentissement, une interruption, un arrêt, même temporaire. Cependant l'État moderne réglemente également afin d'assurer la vitesse, soit la libre circulation des sujets dans le processus de production et d'échange, sans les entraves qui pourraient provenir de forces hors-mesure, violence illégitime ou tradition déraisonnable. Si la frontière – nation, État, droit – forme un chez-soi, c'est le chez-soi d'une contradiction. S'il héberge la liberté – liberté par rapport aux servitudes biopolitiques telles que le privilège de la naissance noble, remplacé par le hasard de la concurrence, elle-même tempérée par la hiérarchie établie par l'héritage et le capital social et culturel –, il héberge également la protection sociale qui peut très sévèrement limiter la liberté du contrat – impôts, redistribution, droits des travailleurs, droits des consommateurs, discrimination positive, égalité des sexes, législation écologique, etc.

Dans le capitalisme tardif, le chez soi représente l'absence de flux. Le chez-soi, la famille socialement protégée par la loi, défendue par l'action coercitive de l'État, semble stationnaire, synonyme de permanence. La liberté d'en changer est conçue comme un déracinement obligatoire, mais arbitraire. Inutile de dire que c'est une illusion pour l'essentiel, quoique significative. D'autant plus significative depuis sa récente transformation qui a vu la protection sociale – l'État providence et l'égalitarisme redistributif – devenir une menace effrayante pour la sécurité du chez soi.

L'un des paradoxes les plus importants de notre époque est la transformation concomitante de l'égalitarisme – censé être conçu dans l'intérêt de la majorité – en une doctrine « élitiste », c'est-à-dire minoritaire. Des victoires politiques – électorales et idéologiques – et des majorités dans les sondages

d’opinion, qualifiées à tort mais de manière compréhensible de « populistes », ont été obtenues en s’opposant à la législation dite sociale – avant tout aux diverses formes d’aide aux défavorisés –, une opposition soutenue par ceux qui profiteraient apparemment de ce qu’ils sont maintenant enclins à rejeter. Des gens très effrayés par l’impitoyable énergie de la course mondiale semblent contribuer volontairement à la destruction de leur propre chez-soi, social et national. Il s’agit d’une transformation idéologique majeure, aux conséquences politiques et culturelles très graves, qu’il est urgent d’analyser. Elle n’est pas seulement issue de la lutte de classes menée par le haut – bien que ce soit tout à fait le cas – ; elle prend également en compte la transformation du principal conflit structurel de la société capitaliste – le résultat d’une puissante « révolution passive » – qui la rend résolument biopolitique.

Ce tournant biopolitique est en partie résolument régressif – il rétablit pour base des formations de groupe sociaux l’origine et la condition, ce pourquoi même les révolutions bourgeoises ont été combattues – mais ce tournant est pour une autre part « avancé », « ultra-moderne », prétendant sublimer le conflit de classe, déplaçant le centre de la contradiction sociale fondamentale de la « propriété » à la « condition humaine ». Résumons d’abord ces changements tels qu’ils apparaissent dans la doxa de l’époque, puis formulons quelques remarques critiques éparses. //

Deux des questions posées à Balázs Sipos au sujet du livre *Antithèse* de TGM et ses réponses

Dans Antithèse, le lecteur hongrois trouvera plusieurs tentatives de redéfinir, ou, plus précisément, de clarifier et de rendre sans équivoque un certain nombre de notions et d'événements historiques. L'une de ces tentatives porte sur le fascisme. À partir de quelles références ce « personnage principal » acquiert-il ses contours et son caractère, notamment par rapport à ses configurations actuelles ?

Selon TGM, l'essence du « post-fascisme », c'est que les États occidentaux contemporains utilisent la partition ami-ennemi non seulement pour l'usage différentiel en matière de politique étrangère, mais pour ce qui concerne leur propre population ; ces États sélectionnent parmi leurs citoyens, supposés égaux, l'utile et l'inutile, le digne et l'indigne, etc. Ce n'est une « nouveauté » que du point de vue idéologique ; dans la pratique, l'exclusion n'a jamais disparu. Celui qui, au regard de sa naissance, de son ascendance, de sa religion, de sa santé mentale ou physique, ou de son aptitude au travail, ne remplit pas les conditions requises, perd aide sociale, assistance, protection, et souvent sa citoyenneté même. Cette idéologie et la généralisation de ces pratiques avaient été annoncées dans *Idoles de la tribu* qui réunissait des essais des années1989 à 1999 –, mais pour la première fois, l'essai « Sur le post-fascisme » – 2000 – les affirme sans équivoque. Bien que nous n'ayons pas inclus ce dernier texte dans la récollection d'*Antithèse*, cet ouvrage commence en vérité par là. Cette nouveauté idéologique répond à la déconstruction du Grand Héritage, à trois niveaux : théologie judéo-chrétienne et conservatisme anglo-saxon ; concept

des Lumières de l'Europe moderne ; prétendue supériorité morale et politique du monde occidental.

Pour en revenir à ma première réponse, je dirais aujourd'hui que la délégitimation du Grand Héritage et la dévaluation parallèle de l'État-nation ont surtout contribué à la réévaluation – aux yeux de TGM – du mouvement ouvrier socialiste – au détriment de la bourgeoisie –, lequel mouvement ouvrier s'est battu pour l'émancipation et la vérité, et non pour la liberté et l'égalité. C'est pourquoi il écrit que ce mouvement est le véritable héritier du concept kantien d'illumination critique et de paix éternelle.

Le titre est informatif ; je pourrais dire, en simplifiant à l'extrême, que l'antithèse du capitalisme peut tenir debout, mais que le résultat est étrangement paradoxal : avec l'effondrement du prolétariat et du mouvement ouvrier, comme l'écrit Gáspár Miklós Tamás, l'idée communiste est sans auteur ni sujet. Selon lui, le marxisme est dans une position d'impuissance ; ses conditions empiriques, dirait Gramsci, font défaut. Pour le dire de manière élégante : que faut-il faire ? Que doivent faire les gens de gauche, ceux qui veulent penser de manière émancipatrice ?

Je ne peux qu'exposer ma conviction personnelle, à savoir que nous devons tous essayer d'élaborer patiemment de nouvelles pratiques durables et non-capitalistes de vie commune et de coopération, de soins et de conservation, de pédagogie et d'apprentissage, de création et de travail, de recherche et d'invention, de critique et d'analyse, de solidarité et d'affirmation de l'unité humaine et non humaine et, enfin et surtout, d'éradiquer toutes sortes de micro-fascismes de notre propre cœur. Dans un cercle aussi large que possible.

Intervention du coin bon

À lire Hegel, j'en viendrais à penser, soit à dire, que le réel qui a paru dans la réalité sauve la mise de cette dernière. Le caractère mortel du virus échappé du laboratoire – laboratoire est un des noms de la réalité contemporaine – ragaillardit le discours du maître sur lequel s'est appuyé la réalité bourgeoise, ouvrant la voie au discours du capital. Comme on l'a souvent remarqué, et très inutilement, la crise et le capital font la ronde, ou la paire, mais quand la crise peut être dite réelle, comme c'est le cas sur le plan biologique et non plus économique « seulement » – s'il était possible d'écrire « non plus… seulement » –, l'assurance qu'y trouve le capital en devient plus formidable. D'où le grotesque auquel nous pouvons toucher. Il y a de la marge, évidemment, comme il y en avait avec Ubu – qui ne mit guère de temps à se combler. Certains auteurs s'y engagent allègrement et nous promettent sans barguigner tant et plus d'apocalypses et de collapsus. Ceux-là s'arrangent avec la réalité du laboratoire, dont ils sont les rats ou macaques. Au moins nous indiquent-ils ce qu'il ne faut pas faire. Un nous que certains nomment « chimpanzés à venir », soit bientôt parqués.

Post-fachisme
post-scriptum de TGM, suite

1. L'évolution technologique – de l'automatisation/robotisation à la numérisation, des nanotechnologies aux dernières merveilles de la biochimie – a, pour la première fois dans l'histoire, rendu marginal l'effort physique – musculaire – humain dans la production de biens. Cette évolution s'est accompa-

gnée d'une croissance sans précédent de la productivité et de l'intensité du travail, qui a rendu la majorité de la main-d'œuvre mondiale superflue pour toujours. Le chômage structurel n'est plus un problème, même s'il est général, nocif et nécessaire, mais essentiel à la « condition humaine ». La majorité de l'humanité ne sera plus jamais productrice – de valeur –.

2. Le travail – principal modèle de socialisation du capitalisme – cesse d'exister. Les institutions du capitalisme ont été conçues pour assurer la mobilisation de *l'homme moyen sensuel* afin qu'il participe à un « travail aliéné », c'est-à-dire à des activités séparées des aspirations individuelles mais seul moyen de survivre pour ceux qui n'ont rien. Cet objectif a été servi par la mobilisation et la coercition de citoyens légalement et juridiquement égaux, éradiquant les poches d'économie de subsistance, l'artisanat, les fermes indépendantes et ce qui y ressemble. Dans la société bourgeoise classique, les gens passaient leur vie dans des institutions : l'école, l'armée, l'église, le club, le syndicat, le parti de masse, les associations sportives, les activités de loisirs organisées, la culture populaire commerciale, la presse et la radio populaires, les groupes de fans et de supporters, les nations, les familles, etc. L'appartenance à un groupe dans les institutions hiérarchiques de l'État et de la société civile était primordiale. Ce caractère institutionnel du capitalisme fordiste a été réduit à néant, mis en miettes par la diminution du nombre nécessaire de salariés.

3. En dépit de ces transformations, une donnée fondamentale de ces sociétés n'a pas changé : il n'y a toujours que deux sources légitimes de revenus dans la modernité : le capital et le travail. Toutes deux deviennent de plus en plus marginales, des phénomènes minoritaires.

4. Tout ce qui est gagné par l'augmentation de la productivité et la réduction de l'emploi, qui se traduit par une forte diminution des salaires réels mondiaux, donc par une baisse radicale des coûts de production mondiaux, rend les ressources nécessaires à la consommation – demande concurrentielle – très incertaines. Les marchés de la consommation ont encore besoin de la participation des masses qui ont été spoliées à jamais des gains de type salarial. Pour que la production et le commerce puissent se poursuivre, la demande des consommateurs devra être financée d'une manière ou d'une autre. La première solution de panique – d'où la crise actuelle de la dette – a été le gigantesque prêt basé sur le capital fictif. Le travail en tant que ressource légitime de consommation, donc de subsistance, a été largement remplacé par le crédit, socialisation au second degré de la circulation et de la demande. Des questions similaires avaient été résolues dans le passé par une version étatique de cette solution, l'État-providence, qui offrait des incitations à l'accumulation, à l'investissement et au réinvestissement de manière ordonnée et réglementée. La progression du crédit social était alors garantie par la puissance souveraine de l'État et par l'expansion territoriale – le colonialisme – censée financer les salaires non productifs dans les « économies avancées » – lire : nations des blancs –, surtout dans le secteur public ; rendus de la sorte possibles la paix et l'ordre intérieurs et maintenu tel quel le modèle, de plus en plus imaginaire, de socialisation par le travail. L'épuisement des ressources étatiques et des politiques sociales-démocrates visant à financer la consommation – compris le logement, le transport, l'éducation, etc. – au cours de la contre-révolution néo-conservatrice des années 1970 à aujourd'hui a donné lieu à l'apparition d'un casse-tête inédit.

5. Les pouvoirs sociaux et économiques des États ont été radicalement réduits précisément au moment où il n'existait aucune autre autorité vers

laquelle la nouvelle majorité non productive aurait pu se tourner pour demander que sa survie – niveau de vie, mobilité ascendante, amélioration matérielle – soit assurée en tant que condition d'une vie humaine dans une société organisée – « civilisation » –. C'est également à ce moment-là que la puissante idéologie dominante a commencé à faire sérieusement la différence entre l'égalité civique et l'égalité sociale, dont la synthèse était promise par la catharsis de 1945 aujourd'hui oubliée – voir la série de « constitutions sociales » adoptées par des majorités électorales « antifascistes » en Italie, en Autriche, en France, en Allemagne, etc., dans les années 1940 et 1950, sans parler du bloc soviétique –. C'est donc à cette époque que le vieux conflit entre la liberté et l'égalité – proposé par le libéralisme aristocratique à l'ancienne, une réaction à la Révolution française – a été ravivé ; que l'égalité a été définie à nouveau comme « envie » et « ressentiment » exploités par un astucieux stratagème totalitaire. Il s'agissait d'un procédé très efficace pour devancer les demandes des majorités non productives, mais empiriquement laborieuses, en faveur d'un crédit illimité – puisque les salaires du travail non productif ne sont rien d'autre que du crédit déguisé, et que les augmentations de salaire ne sont rien d'autre qu'une augmentation du crédit. Les gouvernements néo-conservateurs – et tous les gouvernements actuels des pays développés sont néo-conservateurs – ne sont aucunement disposés à offrir cela. Si le temps passé à des activités aliénées n'est pas du temps de travail de manière « naturelle », il peut l'être, et peut encore ne pas l'être.

6. La diminution des pouvoirs sociaux et économiques de l'État ne signifie pas que la somme totale de ses pouvoirs soit diminuée ; demeure sa capacité à exercer une coercition légitime d'un type ou d'un autre. Ici-même, l'État se trouve en position de décider – d'être contraint à décider – qui obtiendra de ses ressources

pour survivre et qui non, ce qui, dans la société contemporaine, signifie qu'il a l'obligation et le privilège de décider de la vie et de la mort.

7. Les États contemporains doivent en effet – dans une situation où la production et l'accumulation augmentent et où la masse des producteurs diminue à grands pas – trouver les critères selon lesquels certains groupes auront droit aux ressources de l'État – au-delà du capital et du travail –, légitimé par décret législatif et juridique, et d'autres non.

8. La légitimation de la vie sociale et de la mort sociale infligée à certaines des concernées s'impose aux gouvernements. La crise des subprimes aux États-Unis en est un exemple clair. Puisqu'il était culturellement impossible de financer les classes moyennes inférieures non productives en augmentant les salaires et les subsides directs de l'État, le gouvernement américain – par le biais d'institutions publiques comme *Fanny Mae – Federal National Mortgage Association –*, de banques et de compagnies d'assurance indirectement subventionnées – a financé le logement de ces groupes sociaux par le biais du crédit hypothécaire. Lorsque le capital a dû s'y opposer, les pertes étant considérables, la domination de classe a été rétablie par les saisies et les faillites d'institutions de crédit servant les objectifs de l'État en essayant de maintenir la classe moyenne en vie. La crise – un instrument de la discipline capitaliste – a montré qu'il n'y avait pas moyen d'échapper aux « choix difficiles » auxquels l'État est confronté. Choix diabolique : soit l'on devait resserrer le crédit et condamner des centaines de millions de personnes à une pauvreté abjecte, ce qui limiterait la consommation, réduirait la demande et détruirait la production, donc les profits et les actifs ; soit l'on devait financer le crédit en contribuant à créer et recréer du capital fictif, ce qui contraindrait à augmenter les

impôts, provoquant fuite des capitaux et nouvelle réduction de la production, pour aboutir nécessairement au même résultat.

9. La seule solution consiste à réduire le nombre de personnes dépendant du crédit garanti par l'État et à maintenir la demande des consommateurs à des niveaux acceptables grâce à une inégalité exacerbée – ce, en maintenant les salaires productifs à un niveau très bas dans les pays nouvellement industrialisés – Chine, Inde, Vietnam, etc.

10. Mais comment peut-on déterminer quels groupes seront privés de tout « droit social », soit de ressources non marchandes pour les populations non productives – celles du service public, des « industries de services » qui ne sont en aucun cas des industries, des « producteurs de soins », de l'éducation, de la recherche et des arts, et d'autres décrites ci-dessous ?

11. La réponse est double : à la fois morale et biopolitique. Occasion d'un des plus grands bouleversements de l'histoire de l'Occident – ou de l'Europe –, une reformulation complète de la légitimité politique a eu lieu, sans que les principaux observateurs du courant dominant n'en aient eu la moindre idée – comme d'habitude.

12. Tout d'abord, le bon vieux contraste entre les propriétaires et les non-propriétaires a disparu d'un point de vue idéologique, avec d'un côté ceux qui ont des « revenus légitimes » – capital et travail – et de l'autre ceux qui n'en ont pas. En Europe continentale, on parle de populations « actives » et « passives ». Les populations « passives » – les chômeurs, les retraités, les étudiants, les malades, les personnes s'occupant de jeunes enfants ou de parents âgés – surtout, bien sûr, les « mères célibataires » –, les marginaux, les inem-

ployables, les déficients mentaux, les handicapés, les sans-abri, les vagabonds, les nomades urbains, dans certains cas les artistes, les universitaires, les chercheurs « inutiles », compris parfois les précaires – sont considérés comme sans valeur, parasitaires, « non méritants ». Les techniques d'inclusion, de discrimination positive, d'assistance sociale – à l'exception peut-être de l'inefficace « reconversion » et de « l'apprentissage tout au long de la vie », qui mettent l'accent sur la réintégration dans la production – sont totalement dégradées. Ces populations sont punies, discriminées, harcelées, délibérément affamées, encouragées à mourir rapidement. Dans une société où le modèle de socialisation par le travail a depuis longtemps cessé de fonctionner, le travail est exalté comme une vertu fondamentale qui ne s'oppose ni à l'eudémonisme, ni à l'hédonisme – pas plus à leur version dans la langue petite-bourgeoise, le consumérisme –. Les versions précédentes du libéralisme reconnaissaient le rôle de la chance, de la distribution aléatoire des récompenses, sous-produit involontaire de la liberté, mais elles s'abstenaient généralement de considérer la chance comme une vertu – elles n'auraient eu aucune raison de la défendre sinon. Les gouvernements actuels veulent punir la malchance et sont prêts à déclarer, à la manière de Nietzsche, que la position sociale – y compris toute position dans la division sociale du travail – est l'expression d'une énergie et d'un mérite intrinsèques. Cependant, là où Nietzsche proposait et louait l'esclavage, les gouvernements contemporains ont affaire à des non-travailleurs. Ce qui est en jeu, ce n'est pas la répression de travailleurs subalternes et inférieurs, mais la légitimation de la mort sociale – puis biologique – de ceux qui ne peuvent pas travailler, puisque leur travail est effectué par des machines.

13. La sélection – je suis conscient des connotations de ce terme, mais elles ne sont pas darwiniennes ici, car nous ne parlons pas de sélection naturelle –,

la sélection de ceux qui sont condamnés à la mort sociale en fonction de leurs caractéristiques corporelles, de leurs comportements instinctifs – santé, âge, parfois sexe et sexualité – et des stigmates culturels assimilés au corporel dans l'imaginaire populaire dominant, est purement biopolitique. Il en va de même pour les peines – réduction du confort corporel, logement, chaleur, lumière, alimentation, air pur, médicaments, hygiène, exercice, vêtements de protection, plaisirs psychophysiques dérivés de l'alcool et des drogues, etc. Sur le plan moral, retrait de l'égale dignité, stéréotypes stigmatisants, mépris ouvert, public et officiel des malheureux – mépris de toute façon sévère de manière informelle dans ces sociétés compétitives. Voilà la société coupée en deux. Ici, le prolétariat exploité paraît une classe privilégiée, car il est considéré – contrairement au « nouvel oisif » – sain et digne ; bien qu'opprimé, il est reconnu comme un membre à part entière du continuum capital-travail : il n'est pas sans salaire.

14. Tout cela manquerait bien sûr de force de persuasion si ce n'était associé au racisme et à la xénophobie, versions de l'ethnicisme. L'ethnicisme n'est pas simplement une opinion ou une idéologie politique. L'ethnicisme, du moins à ce stade, est une stratégie symbolique qui donne pour cible aléatoire de la sélection biopolitique l'étranger, soit un non-membre de la communauté politique. Le bénéficiaire typique de l'aide sociale, dit fraudeur, « parasite » non méritant, « criminel », « reine de l'aide sociale », « *Sozialschmarotzer* », « sans papier », quel qu'il soit, est symboliquement étranger, mais son origine réelle est sans importance. C'est pourquoi les partisans de l'égalité deviennent – dans l'idéologie officielle – « élitistes », car ils défendraient le lointain, l'atypique, l'étranger, la minorité contre un « nous ». C'est absurde, certes, mais les partisans de l'égalité et les progressistes sont incités à se comporter comme s'ils s'opposaient à l'ethnicisme dominant, qui n'est pas une majorité mais une opinion – même si

ce n'est pas simplement une opinion –. Le problème est que précisément les couches non productives, prises dans leur ensemble, sont la majorité ; seuls les boucs émissaires parmi elles sont une minorité. C'est ainsi que « notre communauté » est protégée.

Une forme spécifique, quoique importante, de délégitimation de l'égalité et de ses partisans est l'anticommunisme. Les voilà traités de la même façon : une élite occulte, dangereuse, doctrinaire, sorte d'Armée du Salut éloignée des préoccupations réelles, de ce monde, des gens ordinaires. Tout comme les méprisés « droit-de-l'hommistes », les « antifascistes professionnels » ou, dans le patois d'Anders Behrens Breivik, les « marxistes culturels » – il a tout à fait raison, c'est ce que nous sommes – qui s'opposent à la nouvelle donne biopolitique…

15. La crise et la politique dominante – elles sont à la fois créatrices et créatures l'une de l'autre – ont réussi à concevoir une société double : ceux dont le corps et la moralité sont imparfaits, d'une part, et de l'autre, le noyau sain de la société. La tâche consiste à exclure les premiers et à leur faire accepter leur infériorité – comme à persuader ce qui reste du prolétariat de devenir le gendarme du pouvoir biopolitique.

L'état d'exception redéfinissant l'ami et l'ennemi au sein des sociétés nationales et des États-nations reste la caractéristique fondamentale du post-fascisme tel que je l'ai défini il y a dix ans. Son modèle reste l'annulation de l'émancipation juive par le Troisième Reich. La transformation des non-citoyens en *homines sacriis* [hommes sacrifiables] reste également inchangée. L'érection de hautes digues contre la migration, même au prix d'un ralentissement des flux capitalistes, reste son principal instrument. Cependant, la transformation de citoyens en non-citoyens pour des raisons morales et biopoli-

tiques – et avec quelle férocité – est plutôt nouvelle. Tant qu'il n'y aura pas de synthèse entre l'identité transcendantale des travailleurs et des non-travailleurs, mais d'abord entre les groupes sociaux productifs et non productifs par opposition au capital en tant que tel, quelque chose de très proche du fascisme prévaudra. Faire des producteurs exploités et opprimés les exécutants de la règle du capital reste également, comme dans les années 1920 et 1930, le principal danger. Les extrémistes et les fous d'extrême droite ne sont pas les seuls à constituer une menace. C'est l'apparence largement acceptée de l'unité entre les salariés légitimes – capitalistes et producteurs – unis politiquement contre les « passifs » et les étrangers qui met tout le monde en danger. Pour écraser cette fausse unité, nous avons besoin de personnes qui ont le courage de proposer la désunion et d'aimer le conflit, un conflit redéfini en opposition à la biopolitique moralisatrice.

Citations complémentaires. Remarques à leur propos.

« Ce que j'ai dit c'est qu'un des phénomènes primitifs de tout refoulement social réside dans le fait de rendre responsables des défauts de la société non pas celle-ci, mais ceux qui les dénoncent. »

Adorno à Kracauer, 21 novembre 1932.

« Avec la construction de clôtures frontalières anti-réfugiés, à l'initiative du gouvernement hongrois et désormais de dernière mode en Europe, l'Europe de l'Est post-fasciste est devenue l'alliée la plus précieuse de l'islamophobie occidentale, celle-même qui a conduit à la défaite abjecte de la « gauche » libérale eurocentriste, ici et partout. Chez les héritiers de l'Empire du Mal en particulier – héritiers, veux-je dire, de la monarchie des Habsbourg –, en Autriche donc, en Hongrie, Tchéquie, Pologne, Slovaquie, Croatie, Slovénie, les « centraux-Européens » participent à une mobilisation xénophobe et raciste jamais vue depuis les années 1930. Il est intéressant de noter que, selon la droite d'Europe centrale, l'afflux de ces sauvages obscurs, fondamentalistes et dissimulés, est dû à un excès de Lumières, de cosmopolitisme et de laïcité. Premièrement, nous devons défendre notre culture blanche, aryenne et chrétienne contre les *noirauds* et, deuxièmement, selon Viktor Orbán, le premier ministre hongrois – discours du 28 février 2016 –, contre les libéraux et les « lecteurs de Marx ». Il n'a pas tort, en un sens : il sait que son ennemi est

l'internationalisme ; il a cette chance que l'internationalisme n'existe plus guère. Lui et ses alliés professent cette vieille vérité selon laquelle la libération et l'émancipation ouvrent la voie aux barbares, c'est-à-dire à quiconque n'appartient pas à la classe dominante. Tout ordre hiérarchique semble égalitaire, compact et unitaire dès qu'opposé à l'étranger. La Révolution française déclarant que la nation n'était rien d'autre que le Tiers État fondait la théorie inverse. Le peuple n'est personne en dehors des états ou des ordres dominants. Selon l'ethnicisme, la nation est constituée de tous ceux qui sont blancs, aryens, chrétiens de l'Église établie et de classe moyenne, au moins ; un conflit les oppose à ceux qui sont considérés comme étrangers, indépendamment de leur citoyenneté, soit de leur appartenance à la « communauté politique », mais caractérisés par leur race, leur langue maternelle, leur confession, leur sexe, leur orientation sexuelle ; c'est la *cinquième colonne* biopolitique d'*Untermenschen*.

« Comment peut-on répudier et justifier le capitalisme d'un même geste ? En identifiant le capitalisme à son opposé politique. Le problème du capitalisme, c'est qu'il y a des étrangers et des lecteurs de Marx. L'objectif est de rétablir le privilège héréditaire et de maintenir le marché. Le prix à payer est de sacrifier les libertés bourgeoises, celles mêmes que l'on tourne en dérision, qui font obstacle au capitalisme contemporain, en route, encore une fois, vers la tyrannie. L'Europe de l'Est a toujours cru que le mal était l'étranger. Elle est désormais imitée partout avec enthousiasme en l'absence de toute force opposée digne de ce nom. »

TGM, « À la poubelle de l'Histoire », 2016 – *Salvage on line*.

Un « bouleversement total » – Kracauer, traduction Kukulies – *n'est guère envisageable avant longtemps, car l'engloutissement atlandidesque a eu lieu. Qui ne se sait noyé est sardine ou thon rouge. La vie est invivable. Je parle d'une vie*

qui soit autre que celle d'un banc d'anchois bâfré par une baleine bleue. L'utopie demeure. Ceux qui préparent dans l'oisiveté la ruine de leur corps en ont une clé. Beaucoup refusent de la saisir et d'ouvrir la petite porte naguère suggérée par un lapin à la bourre. Il n'y a pas à barguigner : la majorité ne veut tâter cette vie hypothétique et désire baigner définitivement dans sa nuit, où rôdent des calmars luminescents – ces asiles pour vieillards qui absorbent pensions de retraites et maigres biens. Les rares retraites heureuses succèdent aux rarissimes adolescences rebelles. Les voilà qui font le pendule comme des phoques ensommeillés. La tête hors de l'eau, ils parlent. Sirènes du jour. Harpies modernes. Têtes d'anges et corps d'oiseaux rapaces.

« Il n'est pas possible d'employer des hommes véritablement libres à l'asservissement des autres ; et inversement, les esclaves les plus brutaux et les plus cyniques font les plus impitoyables et les plus spoliateurs des libertés d'autrui. »

E. H. Norman, *Soldier and Peasant in Japan – The Origins of Conscription*, 1943 ; cité par Takeuchi Yoshimi, « Modernité chinoise, modernité japonaise », traduction Patrick De Vos, dans *Cent ans de pensée au Japon, tome 2*, éditions Philippe Picquier.

En France, les gilets jaunes, nos étrangers français, les plus pauvres de ceux dont l'exclusion n'est pas complète encore, furent pendant toute la durée de leur mouvement, sinon soutenus, du moins acceptés par les couches moyennes intégrées. La tonalité dominante française est franchement raciste sous le masque religieux, et ce masque est plutôt bizarre, car le pays ne l'est plus guère. Si la majorité est sans religion, c'est le rappel des sujétions anciennes évoquées par les sujets de l'Islam, même modéré, qui ne leur est guère supportable. C'est en quelque sorte un « Ah non ! ça ne va pas recommencer ! ». Dans les années 50 du siècle dernier, la mère du coin bon mettait un foulard pour aller à la messe. Dans les mêmes années, le coin bon participait à des messes où les femmes se

rangeaient à gauche de la nef, les hommes à droite. Les remarques de Lacan sur le racisme à venir, remarques énoncées dès le tout début des années 70, le lient à la question de la jouissance. Et de fait, s'il y a quelque chose qui barre la route à la révolte de l'esclave, c'est bien que c'est lui qui jouit. Mais ça, il n'y a pas grand monde pour accepter qu'on en parle seulement.

« — **D'où vous vient par ailleurs l'assurance de prophétiser la montée du racisme ? Et pourquoi diable le dire ?**

« — Parce que ce ne me paraît pas drôle et que pourtant, c'est vrai.

« Dans l'égarement de notre jouissance, il n'y a que l'Autre qui la situe, mais c'est en tant que nous en sommes séparés. D'où les fantasmes, inédits quand on ne se mêlait pas.

« Laisser l'Autre à son mode de jouissance, c'est ce qui ne se pourrait qu'à ne pas lui imposer le nôtre, à ne pas le tenir pour un sous-développé.

« S'y ajoutant la précarité de notre mode, qui désormais ne se situe que du plus-de-jouir, qui même ne s'énonce pas autrement, comment espérer que se poursuive l'humanitairerie de commande dont s'habillaient nos exactions ?

« Dieu, à en reprendre de la force, finirait-il par ex-sister, ça ne présage rien de meilleur qu'un retour de son passé funeste. »

Jacques Lacan, *Télévision*, Seuil 1974, émission enregistrée en 1973.

« On n'entend que les claquements de ses talons sur le parquet lustré. »

Tade Thompson, *Rosewater, tome II, insurrection*. Nouveaux millénaires 2019.

Un sondage effectué il y a peu viendrait vérifier la proposition de TGM : les étrangers – au sens strict – seraient mieux acceptés et soutenus s'ils travaillent, soit s'ils ont *un travail. Ce « sondage » Harris a été réalisé pour*

le Parisien libéré qui l'a commenté. On sait ici que commentaire de presse vaut commandement.

La parution du « Verre d'eau » de Francis Ponge annonce la disparition du verre d'eau sous la main du marché. La parution des « Orchidées de l'île d'Oléron » entérine leur disparition en cours. Aussi devrait-on conclure de l'exposition soutenue d'un « ethnicisme » ravageur à la disparition à marche forcée de telles différences. L'affiche masque.

Marxisme et sociologie
TGM 2018

Max Weber, dans son *Histoire économique générale* – 1919-20 –, montre que le capitalisme, système global de satisfaction des besoins humains quotidiens, est spécifique à l'Occident, et que ses conditions préalables sont les suivantes : la norme dans toutes les grandes entreprises est celle d'un calcul du capital rationnel – d'ordinaire, la comptabilité en partie double –, et sont respectées les nécessités suivantes : 1. tous les moyens de production sont répartis entre des entreprises privées indépendantes en tant que propriété librement disponible ; 2. le marché est libre, sans limitations « irrationnelles » telles que les différences de castes – *Stände*, état – ; 3. la technologie est rationalisée, c'est-à-dire entièrement calculable et mécanisée dans la production, le commerce et le transport ; 4. le système juridique est lui-même rationnel, prévisible et transparent ; et 5. la main-d'œuvre est libre, c'est-à-dire que les personnes sont légalement autorisées à vendre leur force de travail et, contraintes par des considérations économiques, obligées de la vendre sur le marché.

Marcel Mauss – dans un article encyclopédique écrit avec Paul Fauconnet en 1901 – montre pour sa part que personne, soit aucun individu, ouvrier ou commerçant par exemple, ne peut inventer les formes de vie sociale qui lui sont extérieures comme le crédit, l'intérêt, le salaire, l'échange ou la monnaie. Même les éléments de la vie sociale et économique tels que la diligence, l'économie, le goût du luxe ou de l'aventure, la peur de l'indigence et « l'esprit d'entreprise »

ne sont pas totalement subjectifs, malgré les variations personnelles, mais en général des produits « objectifs » de la « culture sociale », fonction elle-même du système social du capitalisme occidental.

Il n'y a pas grand-chose dans tout cela qu'un marxiste contemporain – ou, d'ailleurs, Marx lui-même – pourrait contester, mis à part ce fait, que la sociologie, postérieure à Marx, porte son empreinte, bien qu'elle soit dirigée – en partie – contre son héritage.

Analyse « bourgeoise » ou marxiste de la société moderne ?

Quelle est donc la différence fondamentale entre la sociologie « bourgeoise » – ainsi que toutes les branches de la recherche sociale, de la recherche sociale empirique à la philosophie politique – et l'analyse marxiste de la société moderne ? Quelle est l'explication de cette longue querelle, probablement aussi importante historiquement que le conflit des Lumières avec la métaphysique et la théologie ?

Pour simplifier : Les Lumières sont passées de l'objectivité cosmique aristotélicienne, augustinienne et thomiste à une subjectivité matérialiste inaugurant la souveraineté de la volonté comme principe de liberté. Ce qu'on a appelé en France les sciences morales et politiques sont les suites conséquentes de la forme finale, kantienne, de la critique, celle de l'arc grandiose des vieux dogmes qui dominaient la pensée « occidentale » – y compris byzantine, juive et islamique – depuis les Grecs.

Les philosophies morales spinoziste et kantienne, malgré leurs différences considérables, reconnaîtraient toutes deux que les êtres humains sont des êtres naturels, soumis aux déterminations causales qu'ils partagent avec les rochers et les poissons, et que leur esprit – limité par les passions et en particulier par le *conatus sese conservandi*[10] – est libre en ce qui concerne le choix moral

10. « Chaque chose, autant qu'il est en elle, s'efforce de persévérer dans son être. » Spinoza, *Éthique*, III, 6.

mais incapable d'une connaissance et d'une compréhension totales, objectives, impartiales et complètes, empêchées par des obstacles à la fois logiques et psychologiques. Si la connaissance de Dieu, jugée essentielle, est subjective – les évangiles appellent cela la foi – alors les « sciences morales » sont forcément subjectives elles aussi. L'intuition commune de la Renaissance, de la Réforme et des Lumières pourrait être que le critère de la connaissance et de la liberté est la subjectivité examinée par la raison, cette dernière étant finalement façonnée par la logique et les mathématiques.

La croyance cachée là-dessous était, bien sûr, que la « réalité » ainsi étudiée était offerte à l'intuition, puis réexaminée par la raison et exposée dialectiquement, c'est-à-dire en manifestant ses contradictions.

Le rôle historique de Hegel a été de montrer que ce qui avait été tenu pour subjectif, « l'esprit », était en fait objectif, que l'esprit décrit par Kant, qui créait les concepts plutôt qu'il ne les déduisait du monde extérieur, n'était pas une faculté subjective limitée par des contraintes épistémologiques et condamnée à l'ignorance dans le domaine le plus décisif, mais au contraire la source réelle – ou substance, ou substrat – de la connaissance et de la liberté.

Pour compliquer encore les choses, Hegel proposait également que l'objectivité se présente sous deux formes : « l'esprit objectif » proprement dit – ce que nous appellerions aujourd'hui « institutions » – un autre nom pour ce qu'il appelait, dans sa jeunesse, la positivité : la « fausse objectivité » – pour simplifier encore : la raison sans la liberté – et « l'esprit absolu » – la raison comme liberté : la philosophie –.

C'est cet « esprit objectif » que le véritable fondateur de la sociologie, Émile Durkheim, a appelé « société », autrement dit un monde humain totalement étranger aux intentions, aux choix, aux désirs, etc., des humains, un monde de structures produisant des résultats répétitifs ou permanents, car toutes les aspirations humaines reflètent ou expriment les structures institutionnelles, plutôt

qu'elles ne les modèlent. Ces structures – dites « faits » – sont des monades sans fenêtres ; leurs transformations sont fortuites, dues à des combinaisons imprévues ou à des événements extérieurs.

Avec Marx, qui marche en avant de Hegel, mais retourne également à Kant, la dualité de l'empirique et du transcendantal réapparaît. Ce qui est présenté comme un « fait », une « structure » ou une « chose » est une apparence, derrière laquelle se cache la subjectivité, la plus célèbre des apparences étant le travail – l'activité productrice humaine – caché derrière la valeur – le principe directeur du processus du capital – ; ou c'est encore le travail, pétrifié dans le fétiche « marchandise ». Pas de choses, donc, mais des activités humaines subjectives.

La chose, « l'esprit objectif » institutionnel est une façade, donc toute la logique institutionnelle de la société – où l'économie, l'État et la « société civile » ne sont plus séparés – est également une façade. Cependant, du point de vue de l'objectivité et de la subjectivité, le travail même est divisé : travail concret et travail abstrait ne sont pas identiques. Ce qui apparaît directement est toujours un mirage, ce qui est essentiel est – comme les essences doivent l'être – caché – dans le capitalisme, la fausse apparence porte les accoutrements de l'objectivité –. Ce mirage doit être démasqué – détruit conceptuellement – par la théorie – économie politique critique, philosophie, etc. – afin de retrouver le caractère naturel de l'activité humaine subjective où les besoins ne sont pas régis par la valeur.

Observé du point de vue de la sociologie classique, le point principal semble être : comment « l'esprit absolu » dirige-t-il « l'esprit objectif » ? Soit : – quel type d'institutions sociales paraît être le résultat de ce que la valeur fait ? ou – quelles sont l'origine, l'histoire, et la fonction des classes ? La sociologie traite les groupes humains comme des « choses » – des abstractions permanentes ou du moins durables –, aussi s'intéresse-t-elle à la manière dont les groupes humains sont façonnés et distribués ; à leur place dans le

canevas plus large de la société totale ; enfin à leur relation avec l'État, lieu de changement social et politique intentionnel.

Perspective marxiste : classe et exploitation.

De manière caractéristique, Marx ne répond pas. En contradiction avec le premier *Manifeste communiste*, Marx – et, sur ses traces, ce qu'on appelle le « marxisme occidental » – ne pense pas qu'il existe des classes avant et après le capitalisme. – La classe est historique. – La classe est un épiphénomène de la valeur et du capital : « cultures de classe », « styles de vie de classe » et « organisations de classe » sont épiphénomènes de cet épiphénomène.

La seule classe importante pour Marx est le prolétariat qui, de façon très hégélienne, est construit comme une classe qui ne fait pas partie de la – sienne propre ? – société. – C'est une partie qui n'est pas une partie du tout.

Cette classe, d'être en dehors des processus qui sont censés se produire au sein de la société décrite par les sciences sociales « bourgeoises » – économie, politique –, tenus pour des interactions entre des personnes partageant une humanité commune, est ainsi déniée. En effet, la réification ne permet rien de cela.

Car c'est l'activité principale du prolétaire qui fait de lui une chose, il ne s'agit donc pas d'une interaction entre classes mais d'une qualité du capital. L'exploitation n'est pas quelque chose que les bourgeois font intentionnellement : la plus-value est appropriée pour accumuler du capital, pas pour nuire aux travailleurs.

L'exploitation n'est pas quelque chose qu'un État peut supprimer ou à laquelle il peut remédier, il ne s'agit donc pas d'un « problème politique » comme les sociaux-démocrates ont tendance à le penser. Il ne s'agit pas d'inégalité.

L’inégalité est un problème sociologique, mais pas l’exploitation. Transformer la réification, le fétichisme de la marchandise, l’exploitation en inégalité – donc en un « problème politique » susceptible d’amélioration progressive – est, pour un marxiste, absurde. C’est pourquoi, généralement, aux questions sociologiques ne peut répondre la théorie marxiste, et vice versa.

Citation finale. Pare-feux.

« Une de mes élèves, assez douée, est en train de terminer une dissertation en sociologie du cinéma qui souffre, il est vrai, d'un certain penchant au journalisme. »

Adorno à Kracauer, 1962.

Le coin bon ne souhaite pas s'expliquer certain ton sourcilleux et condescendant adopté ces jours-ci en ligne.

On adressera critiques, commentaires et remarques à
leon.constantin.brahms@posteo.de
qui transmettra.

Collection Cahiers Critiques Paprika

